

D'IMPORTANTES PROJETS LANCÉS À TRAVERS LE PAYS

Le développement local en ligne de mire

L'Algérie s'est lancée dans un ambitieux programme de rééquilibrage et de désenclavement des zones d'ombres. A ce titre, ces quatre dernières années, des budgets importants ont été accordés à toutes les wilayas afin de leur permettre d'inscrire des opérations de développement et des projets visant à répondre aux préoccupations des citoyens et à améliorer leurs conditions de vie. P 3



POUR UN RAFFRAÎCHISSEMENT OPTIMAL DANS CHAQUE MAISON

LG Electronics dévoile sa nouvelle gamme de climatiseurs



Avec le début de la saison estivale, LG Electronics Algérie a organisé, hier à Alger, un événement exclusif pour dévoiler sa vaste gamme de climatiseurs, réunissant les cadres supérieurs de l'entreprise ainsi que des acteurs clés du secteur. Cet événement illustre l'engagement continu de LG à innover et à maintenir sa position de leader mondial et national dans le domaine de la climatisation.

P 2

RACHID HACHICHI, PDG DE SONATRACH
«La lutte contre la cybercriminalité est une question sensible»

Le Président Directeur Général du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné hier à Alger que la lutte contre la cybercriminalité est une question sensible. Elle constitue une menace réelle pouvant affecter la sécurité et la continuité des opérations dans les installations industrielles de SONATRACH, plaçant les Managers en première ligne de cette lutte préventive face à ces risques et menaces, indique-t-il dans son discours d'ouverture à une journée de sensibilisation consacrée au thème des « Risques et Menaces Cybernétiques ».

P 5

STOCKAGE DES CÉRÉALES
Lancement officiel du programme de 30 silos

Le programme national de réalisation de 30 silos de stockage de céréales lancé officiellement. Le coup d'envoi a été donné hier par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, depuis la wilaya de Mascara, en compagnie du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal.

P 3

ECONOMIE BLEUE
**Les lauréats du concours
«Digital Blue Hack»
distingués** P 2

CLASSIFICATION DES ÉCONOMIES
**Amélioration
du positionnement
de l'Algérie** P 3

BOUHMAMA (KHENCHELA)
**Le marché de gros
des pommes bientôt mis
en service** P 5

ECONOMIE BLEUE
Les lauréats du
concours «Digital
Blue Hack»
distingués

Les lauréats du prix du concours "Digital Blue Hack", initié par le programme "Economie bleue, pêche et aquaculture", en collaboration avec le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques et l'Union européenne (UE), ont été distingués dimanche à Alger. Dans la catégorie gestion de l'information, le prix a été décroché par l'entreprise HR Technology d'Alger pour son projet portant sur "un système d'information géographique avec marketplace pour liaison pêcheur-distributeur". Dans la catégorie innovation dans les technologies, le prix a été remporté par la start-up Marinova de la wilaya de Mila pour son projet de drone sous marin, alors que pour la catégorie solutions technologiques pour une économie bleue circulaire, la distinction est revenue à la startup "Serial Soft" de la wilaya d'Annaba pour son projet Fishop, qui propose, via une application, une liaison entre mandataires dans le secteur de la pêche et professionnels de la restauration. Les lauréats ont obtenu des attestations de participation, en plus d'une récompense pécuniaire. Dix (10) porteurs de projets se sont affrontés lors de cette phase finale du concours "Digital Blue Hack", proposant des solutions innovantes aux problèmes environnementaux, économiques et sociaux qui affectent les écosystèmes marins, dans une vision bluetech plus durable. Les finalistes ont présenté leurs projets, expliqué leur utilité et leur apport dans l'économie bleue devant un jury composé de cadres du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, de membres de la commission de labélisation des startups et des incubateurs et du Groupement algérien des acteurs du numérique et des fondateurs de start-up. Le jury a salué l'effort déployé par la plupart des concurrents pour présenter un projet innovant, utile et concrétisable et a fait remarquer, en outre, "la sous-évaluation financière de certains projets intéressants et réalisables". Le programme Economie bleue, pêche et aquaculture, financé par l'UE, a pour objectif de contribuer au développement durable de l'économie Bleue en Algérie en cohérence avec la stratégie nationale pour l'économie bleue (SNEB) pour l'horizon 2030, en œuvrant notamment à soutenir la création d'emplois, de valeur et de nouvelles opportunités d'investissement au profit des communautés côtières.

R E.

POUR UN RAFRAÎCHISSEMENT OPTIMAL DANS CHAQUE MAISON

LG Electronics dévoile sa nouvelle gamme de climatiseurs

Avec le début de la saison estivale, LG Electronics Algérie a organisé, hier à Alger, un événement exclusif pour dévoiler sa vaste gamme de climatiseurs, réunissant les cadres supérieurs de l'entreprise ainsi que des acteurs clés du secteur. Cet événement illustre l'engagement continu de LG à innover et à maintenir sa position de leader mondial et national dans le domaine de la climatisation.

Par A B.

L'événement a débuté par un rappel de l'histoire et des débuts de LG Electronics, fondée en 1958 sous le nom de Gold Star. Depuis lors, LG a marqué l'industrie avec plusieurs réalisations emblématiques. En 2004, LG est devenu leader mondial des ventes de climatiseurs, un titre qu'il a conservé pendant quatre années consécutives jusqu'en 2007, et a franchi la barre des 100 millions d'unités vendues en 2008. Aujourd'hui, LG occupe une position de leader en Algérie et à l'échelle mondiale grâce à sa technologie de pointe et à son engagement constant en matière d'innovation. Le marché algérien reconnaît unanimement les performances et la qualité des climatiseurs LG, soutenues par un réseau étendu de showrooms à travers le pays : 31 au Centre, 28 à l'Est, 16 à l'Ouest et 9 au Sud, garantissant une couverture nationale robuste. M. Mustapha Kamel NABI, Marketing Manager de LG Electronics Algérie, a présenté la gamme de climatiseurs LG, comprenant les modèles Jet Cool, Art Cool et Dual Cool, chacun répondant spécifiquement aux divers besoins des consommateurs.

Le modèle Art Cool se distingue par son design élégant, préservant l'esthétique de votre maison grâce au verre



miroir LG ARTCOOL qui se fond harmonieusement dans son environnement. Équipé du PlasmasterIonizer++, il élimine jusqu'à 99 % des bactéries adhérentes pour un air pur et sans germes. Le modèle Dual Cool offre jusqu'à 70 % d'économie d'énergie et un refroidissement rapide jusqu'à 40 % grâce à son compresseur Inverter. Il réduit également le bruit de fonctionnement et facilite l'installation avec un design moderne incluant un affichage caché pour surveiller la consommation d'énergie, ainsi qu'un nettoyage automatique pour maintenir une propreté constante.

Quant au modèle Jet Cool, il assure un rafraîchissement ou un réchauffement rapides de la pièce, distribue l'air uniformément pour un confort optimal,

propose un diagnostic intelligent pour résoudre rapidement les problèmes, redémarre automatiquement après une coupure de courant, dispose d'une minuterie marche/arrêt 24 heures et offre un nettoyage automatique pour un entretien simplifié.

Tous ces climatiseurs offrent le confort, la sécurité et les économies d'énergie recherchés par les clients. LG Algérie aspire à continuer d'innover dans le futur pour renforcer sa position de pionnier technologique. En s'engageant à développer des produits qui répondent aux besoins évolutifs des consommateurs tout en intégrant les dernières avancées technologiques, LG vise à améliorer en permanence l'expérience utilisateur et à anticiper les attentes du marché.

AIR ALGÉRIE

Des perturbations sur certains vols vers le Sud dues aux conditions météorologiques exceptionnelles

La Compagnie nationale Air Algérie a indiqué, lundi dans un communiqué, que les perturbations sur certains vols vers le Sud étaient dues aux conditions météorologiques exceptionnelles dans certaines wilayas de cette région du pays, assurant que ses services étaient à pied d'œuvre pour rétablir au plus vite le programme habituel des vols. "Vu les conditions météorologiques exceptionnelles dans certaines wilayas du Sud, nous tenons à

informer notre aimable clientèle que les retards ou l'annulation de certains vols sont dus essentiellement à la canicule et aux tempêtes de sable défavorables au décollage et au survol de nos avions", lit-on dans le communiqué. "Cette situation exceptionnelle, indépendante de notre volonté, ne nous permet pas d'assurer la continuité des opérations de transport de nos clients, dont la sécurité est notre priorité absolue", a affirmé Air Algérie, assurant que ses équipes étaient à

pied d'œuvre pour rétablir au plus vite le programme habituel des vols. Air Algérie a ajouté que ses services "veillent à proposer des alternatives aux clients pour leur permettre de rejoindre leurs destinations dans les meilleurs délais, tout en offrant des services supplémentaires aux voyageurs impactés, y compris l'hébergement à l'hôtel, le cas échéant, et la facilitation des procédures de nouvelle réservation".

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication
Radji ZahirSiège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
001700000003889 09Impression
Centre : SIADistribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

D'IMPORTANTS PROJETS LANCÉS À TRAVERS LE PAYS

Le développement local en ligne de mire

L'Algérie s'est lancée dans un ambitieux programme de rééquilibrage et de désenclavement des zones d'ombres. A ce titre, ces quatre dernières années, des budgets importants ont été accordés à toutes les wilayas afin de leur permettre d'inscrire des opérations de développement et des projets visant à répondre aux préoccupations des citoyens et à améliorer leurs conditions de vie.

Par Réda Hadi

Et grâce à cela ,36.150 projets ont touché tous les secteurs de la vie (AEP, réhabilitation de centres de santé avec construction et réhabilitation des salles de soins, branchement aux différents réseaux d'assainissement et d'énergie, réduction du nombre d'élèves par classe, en réalisant de nouvelles classes ou de nouvelles écoles). C'est le constat dressé par Roumane Youcef DG des collectivités locales au ministère de l'intérieur, chez nos confrères de la radio nationale, qui a toutefois reconnu certaines insuffisances dans l'application des programmes. Lors de son intervention, M Roumane a expliqué qu'au niveau de mêmes territoires, il y a parfois des déséquilibres, et que ce qui est recherché, «C'est d'abord un développement durable et un développement équitable qui profite à tous les Algériens, quel que soit leur lieu de résidence». Il s'agit donc de gommer des déséquilibres existant au sein d'un même territoire et, en même temps, de gommer les déséquilibres entre les différents territoires. A cet effet, il existe une démarche complémentaire qui est celle de gommer à l'intérieur du même territoire en mettant en équilibre l'ensemble des wilayas. C'est dans ce cadre que réside toute l'importance et l'utilité des «programmes spécifiques» et ce, sachant que chaque programme spécifique concerne une wilaya donnée, voire un territoire dans sa totalité. Pour ce responsable, l'émergence des territoires, est l'objectif essentiel du développe-

ment des zones d'ombres. Aussi, pour palier aux manques constatés, de nouveaux programmes complémentaires, ont été élaboré, en tenant compte des spécificités de chaque territoire. Et de préciser qu'il s'agit de programmes spécifiques de développement de proximité, permettant une mise à niveau. A ce jour, a-t-il dit « 4 wilayas ont bénéficié de ces programmes, et d'autres programmes sont à l'étude pour des zones spécifiques particulièrement les zones frontalières » car, a-t-il précisé, « ce sont des programmes sectoriels en somme» Pour le programmes de rattrapage des zones d'ombres 126 milliards de DA ont été dégagés en 2023 en sus des 217 milliards en 2024 pour les communes et collectivités locales. Dans cet ordre d'idées, une enveloppe de 408 milliards pour le programme complémentaire a été allouée aux wilayas. Pour lui, avec tous ces programmes, il y a eu un rééquilibrage dans les retards enregistrés. En somme 355 milliards DA mobilisés pour le programme de zones d'ombres. En trois ans plus, de 29 868 projets ont réalisés pour 10993 zones d'ombres repartis sur plus de 1300 communes. S'agissant du programme de rééquilibrage des wilayas, Roumane a expliqué que 408, 44 milliards ont été dégagés. Expliquant ces données, il affirme que les deux derniers programmes jumelés en 2023 ont permis 20314 projets, tout en précisant que ce sont des programmes de proximité car ils permettent l'amélioration effective des conditions de vie des populations (eau

potable, assainissements, électricité, gaz, chemins et pistes pour désenclaver, ce qui a permis de créer une dynamique au niveau des territoires. « En somme tous ces projets cumules (depuis le début) représentent plus de 1000 milliards de DA». Parmi les préoccupations majeures des citoyens, il cite le stress hydrique. Sur ce sujet, il explique de l'Algérie a anticipé cette situation, et qu'actuellement il y a 23 stations effectives, et que 6 nouvelles stations sont en cours de construction, et seront livrées en fin de cette année. Les wilayas qui manquent d'eau ont été classées en catégories, souligne -t-il. Pour 4 wilayas classée rouges, un programme d'urgence a été lancé avec 20 projets (5,62 millions de da), tandis que 11 wilayas classée E, 74 Projets ont été retenus pour plus de 14 millions de DA. Si la situation ne va qu'en s'améliorant, Roumane, insiste sur le fait, que le Premier Ministre a instruit les responsables locaux pour que tous ces projets ne dépassent pas un délai de 3 mois. Pour ce responsable, la réalisation de ces projets, qui sont en réalité des programmes économiques, permettront une dynamique certaine, et une interaction entre les wilayas. Et de citer l'exemple de Khenchela, où il y a un grand projet structurant (le rail) et le désenclavement à travers la réalisation de routes et cela crée une dynamique économique. Dans cette nouvelle dynamique les walis seront très impliqués, avec une obligation de résultats.

STOCKAGE DES CÉRÉALES

Lancement officiel du programme de 30 silos

Par Slimane T.

Le programme national de réalisation de 30 silos de stockage de céréales lancé officiellement. Le coup d'envoi a été donné hier par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, depuis la wilaya de Mascara, en compagnie du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal. Lors de sa supervision du coup d'envoi du lancement de la réalisation d'un silo de stockage de céréales d'une capacité de 1 million de quintaux, dans le cadre de sa visite d'inspection en compagnie du ministre de l'Hydraulique, Cherfa a souligné que «le programme de réalisation de 30 silos de stockage de céréales a été lancé, aujourd'hui, avec le premier projet lancé à partir de la wilaya de Mascara», ajoutant que ces silos sont réalisés au titre du plan national de développement des cultures stratégiques. Il a signalé que «ce plan intervient dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur la réalisation de 30 silos et 350 centres de proximité de stockage de céréales, permettant ainsi d'augmenter les capacités de stockage de céréales à 9 millions de tonnes». Le ministre a annoncé que la wilaya de Mascara a bénéficié de neuf centres de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux pour chaque centre, dont les travaux seront lancés dans les prochains jours. Cherfa a souligné que «la wilaya de Mascara est la première à l'échelle nationale en matière de taux d'avancement de l'opération de Recensement général de l'agriculture, qui dépasse actuellement les 70 %», tout en saluant «les efforts fournis par le secteur de l'agriculture en compagnie des autorités de wilaya dans ce domaine».

CLASSIFICATION DES ÉCONOMIES

Amélioration du positionnement de l'Algérie

L'Algérie passera, au titre de la nouvelle mise à jour de la classification annuelle des économies, réalisée par la Banque mondiale (BM) de pays à "Revenu Intermédiaire à la Tranche Inférieure" à pays à "Revenu Intermédiaire à la Tranche Supérieure", a indiqué un communiqué du ministère des Finances. "L'Algérie a ainsi vu passer son Revenu national brut (RNB) par habitant de 3.900 USD (entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2023), à 4.960 USD (entre le 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024)", selon la mise à jour de la classification annuelle des économies des pays membres de la BM, qui sera rendu publique lundi 1 juillet à l'occasion du début de son prochain exercice fiscal, qui s'étale du 1er juillet au 30 juin de chaque année, détaille le ministère. Cette classification tient compte des données enregistrées durant l'année écoulée sur la base de l'évolution du

RNB par habitant, en prenant en compte des facteurs tels que la croissance économique, l'inflation, les taux de change et la croissance démographique affectant le RNB par habitant, selon la même source, en précisant que les révisions des méthodes et des données de la comptabilité nationale peuvent aussi parfois avoir un impact. Elle tient également compte des modifications des seuils de classification. "Pour maintenir les seuils de classification des revenus fixes en termes réels, ils sont ajustés en fonction de l'inflation à l'aide u déflateur des Droits de tirage spéciaux (DTS)", explique-t-on de même source. A ce titre, la Banque Mondiale a "revu à la hausse le positionnement de l'Algérie pour l'année 2025, s'alignant ainsi au FMI et reconnaissant la justesse des résultats statistiques découlant des efforts consentis par notre pays pour donner une image fidèle de

l'économie algérienne", selon le communiqué du ministère. Selon le barème fixé par la BM, au titre de l'exercice 2024, les économies des pays sont classées en 4 catégories. Il s'agit des Economies à Faible Revenu, définies comme celles dont le RNB par habitant est de 1.135 USD, les Economies à Revenu Intermédiaire à Tranche Inférieure, c'est à dire celles dont le RNB par habitant se situe entre 1.136 et 4.465 USD, les Economies à Revenu Intermédiaire à Tranche Supérieure, à savoir celles dont le RNB par habitant se situe entre 4.466 et 13.845 USD et enfin les Economies à Revenu Elevé, celles dont le RNB par habitant dépasse est compris entre 13.846 dollars et plus. "Le principal facteur ayant contribué au relèvement du classement de notre pays, porte sur la révision complète des statistiques des comptes nationaux, engagée par l'Office National

des Statistiques (ONS), dans le but de s'aligner sur les normes internationales actuelles (SNA2008)", explique le ministère. Ce réalignement traduit la prise en compte "non seulement de l'opération de rebasage du PIB, par une révision à la hausse du niveau du PIB (en moyenne 13,3% de plus sur la période 2018-2022) mais aussi d'autres facteurs tels que les résultats enregistrés ces dernières années en matière de croissance, dans l'élargissement de l'investissement public et la consolidation des secteurs économiques productifs, le renforcement de la bonne gouvernance des finances publiques, les progrès dans l'amélioration des méthodes de mesure et de production de la donnée statistique dans l'administration publique et d'une meilleure couverture de l'économie non observée", détaille encore le communiqué. **R E.**

MONNAIES

L'euro grimpe face au dollar et la livre

L'euro progressait lundi, face au dollar et à la livre, bénéficiant d'un optimisme des marchés après les résultats du premier tour des législatives françaises. L'euro grimpait de 0,38% face au billet vert, à 1,0755 dollar, et se relevait de 0,17% face à la livre, à 84,87 pence. L'euro a bondi en ce début de semaine, propulsé par les attentes "selon lesquelles le Rassemblement National pourrait ne pas obtenir une majorité absolue au second tour" à l'Assemblée nationale française, ce que craignaient les marchés, expliquent des analystes de Swissquote Bank. Mardi, les chiffres de l'inflation de juin et le chômage en mai dans la zone euro devraient également faire bouger la devise. Enfin, les cambistes scruteront mercredi le compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale (Fed), les fameuses "minutes".

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 85 dollars lundi à Londres

Les cours du pétrole évoluaient en terrain positif lundi, tirés par la conjoncture géopolitique, la hausse de l'euro face au dollar et des perspectives de demande chinoise plus robuste. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,28% à 85,24 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en août, montait de 0,25% à 81,74 dollars. L'activité manufacturière en Chine, premier importateur mondial de pétrole, a connu en juin sa plus forte croissance en trois ans, selon un indice indépendant publié lundi. La hausse de l'euro face au dollar alimente les achats de pétrole, notent des analystes. "Quand le dollar baisse, cela fait en effet reculer les factures de pétrole qui s'échange dans la devise américaine, ce qui a tendance à tirer vers le haut les prix du baril", explique-t-on.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES

Quatre morts et 148 blessés le weekend dernier

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 148 autres ont été blessées dans 121 accidents de la circulation survenus le weekend dernier dans des zones urbaines, indique lundi un bilan des services de la Sûreté nationale. Le facteur humain demeure, selon les données de la Sûreté nationale, la principale cause de ces accidents. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24/24h pour tout signalement.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ALIMENTATION ET SÉCURITÉ

Lammali appelle à la prise en charge des besoins du continent africain

La représentante de l'Assemblée populaire nationale, et présidente de la commission des transports, de l'industrie, des communications, de l'énergie, de la science et de la technologie au Parlement panafricain, Behdja Lammali, a appelé, depuis Midrand (Afrique du Sud), à la nécessité de prendre en charge les besoins du continent africain en matière d'alimentation et de sécurité, a indiqué dimanche un communiqué de l'Assemblée. S'exprimant lors d'une séance plénière du Parlement panafricain, Mme Behdja Lammali a affirmé qu'une "Educa-

tion complète ne saurait être réalisée en Afrique tant que le continent pâtit encore de la pauvreté, de la privation, et de l'insécurité dans plusieurs régions", appelant à trouver des "plans stratégiques étudiés pour réformer le système éducatif en Afrique, afin de lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté éducative". Dans ce contexte, la député à l'ANP, a cité l'expérience algérienne en matière d'investissement dans le capital humain. La plénière a permis d'évoquer "les mécanismes susceptibles de garantir une Education globale à tous les Africains, réaliser le déve-

loppement durable dans le cadre du programme de l'UA relevant de l'agenda 2063 et introduire l'intelligence artificielle dans le système éducatif et pédagogique africain". Il a été, également, question de discuter de "la situation qui prévaut au sein du continent africain, particulièrement dans certaines régions qui sombrent dans la famine et la privation en raison des différentes crises politiques, économiques et sociales, outre les changements climatiques que connaît le continent dont la sécheresse et le réchauffement climatique", précise la même source.

SANTÉ

Appel à élargir la liste des vaccins aux vaccins contre les allergies

Le président de la Société algérienne d'immunologie, Pr. Kamel Djenouhat, a appelé à élargir la liste des vaccins aux vaccins contre les allergies qui ont prouvé leur efficacité dans le suivi, le traitement et la guérison de certaines d'entre elles dans de nombreux cas. S'exprimant en marge du 12e Colloque national d'immunologie tenu lundi à Alger, le Pr. Djenouhat a souligné, en se basant sur les expériences

de certains pays ayant intégré les vaccins contre les allergies, la possibilité de guérir certaines de ces maladies qui ont connu une propagation ces dernières années en raison de liens étroits entre certains types d'allergies et des facteurs environnementaux tels que la pollution, l'industrie, la construction, ainsi que la consommation de certains types d'aliments et de médicaments. Le Pr. Djenouhat, qui est éga-

lement chef de service du laboratoire central à l'établissement public hospitalier (EPH) de Rouiba (Alger), a souligné la nécessité de déterminer le type d'allergie afin de bien la prendre en charge, en attendant l'intégration du vaccin approprié, permettant ainsi aux spécialistes d'assurer le suivi et la prise en charge jusqu'à la guérison complète.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Le prix de l'or reste stable, soutenu par le recul de l'inflation américaine

suivies du compte rendu de la dernière réunion politique de la Fed mercredi et des données sur le marché du travail américain plus tard dans la semaine. Les incertitudes liées à l'inflation, à la croissance macroéconomique, aux élections américaines et à la géopolitique devraient continuer à soutenir la demande d'or comme valeur refuge, affirment des

analystes,estimant que les banques centrales des marchés émergents continueront de diversifier leurs réserves en or. S'agissant des autres métaux, l'argent au comptant est resté stable à 29,12 dollars l'once, le platine a chuté de 0,2 % à 990,90 dollars et le palladium a légèrement augmenté de 1,1 % à 982,62 dollars.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية المصايد
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 1 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 1 Juillet 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	89	98	81	البطاطا
	Tomate	70	83	58	الطماطم
	Oignon sec	54	60	47	البصل الجاف
	Ail sec	359	422	296	الثوم الجاف
	Ail vert	166	185	147	الثوم الأخضر
	Carotte	69	77	61	الجزر
	Navet	145	159	132	لفت
	Poivron	100	112	88	الفلفل الأخضر
	Piment	122	142	102	الفلفل الحار
	Courgette	79	89	68	الكوسة
	Haricot vert	262	283	241	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	99	111	88	الخس
Fruits frais	Pomme locale	446	550	343	التفاح المحلي
	Datte	549	685	413	التمر
	Melon	117	129	105	البطيخ الاصفر
	Pastèque	91	103	79	البطيخ الاحمر
	Banane	312	327	296	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1751	1897	1605	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	354	364	343	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)

RACHID HACHICHI, PDG DE SONATRACH

«La lutte contre la cybercriminalité est une question sensible»

Le Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, Rachid HACHICHI, a souligné hier à Alger que la lutte contre la cybercriminalité est une question sensible. Elle constitue une menace réelle pouvant affecter la sécurité et la continuité des opérations dans les installations industrielles de SONATRACH, plaçant les Managers en première ligne de cette lutte préventive face à ces risques et menaces, indique-t-il dans son discours d'ouverture à une journée de sensibilisation consacrée au thème des « Risques et Menaces Cybernétiques ».

Par Sirine R

Un événement qui a été organisé par la Direction Centrale Digitalisation et Systèmes d'Information, au siège de la Direction Générale de Sonatrach, en présence du Directeur Général de l'Agence de la Sécurité des Systèmes d'Information au Ministère de la Défense Nationale, le Général Abdeslam BELGHOUL. Le Pdg de Sonatrach a également mis l'accent sur la nécessité de comprendre les enjeux de la cybersécurité et des cyber risques pour protéger les données, les systèmes et les réseaux. Au cours de cette rencontre, les participants ont abordé les cybermenaces et les attaques susceptibles de perturber les systèmes technologiques des entreprises et d'entraver leurs services numériques. Ces menaces, qui affectent grandement la stabilité et la sécurité des organisations à l'ère de la transformation numérique, comprennent les violations de données, la fraude

électronique, l'espionnage électronique, ainsi que le sabotage des installations vitales à travers des logiciels malveillants. Les intervenants ont discuté de plusieurs thèmes relatifs à la lutte contre les cyber-risques et ont affirmé la nécessité d'établir une coopération entre toutes les parties prenantes. Les communicants ont également souligné l'importance de renforcer la coordination avec les organismes gouvernementaux spécialisés en vue de l'échange d'informations et le partage d'expertises. Il convient de noter que SONATRACH adopte une stratégie globale en matière de gestion des risques de cybersécurité, fondée sur la mise en œuvre de politiques préventives basées sur les dernières technologies et la prise de mesures strictes pour protéger les données et les systèmes vitaux. Elle s'appuie également sur la sensibilisation des employés à la sécurité, étant donné que l'élément humain est considéré comme le maillon le plus faible et le plus ciblé dans ce domaine.

Dans ce contexte, les utilisateurs sont formés aux bases de la cybersécurité pour éviter les erreurs courantes comme cliquer sur des liens inconnus ou accéder aux comptes d'entreprise via des réseaux non sécurisés. SONATRACH adopte une approche proactive en la matière en mettant régulièrement à jour ses systèmes pour combler les failles de sécurité. L'Entreprise investit également dans la construction d'une infrastructure numérique conforme aux normes internationales et s'appuyant sur des technologies de sécurité modernes pour les systèmes de détection d'intrusion et les outils de gestion de la sécurité des systèmes d'information, et ce afin de garantir la sécurité cybernétique, en adéquation avec ses ambitions de transformation numérique. Avec cette approche, SONATRACH confirme son engagement à protéger ses services numériques et à renforcer sa cybersécurité, assurant la continuité de ses activités face aux défis numériques croissants.

BOUHMAMA (KHENCHELA)

Le marché de gros des pommes bientôt mis en service

Le marché de gros des pommes de la commune de Bouhmama (Khenchela) sera "bientôt" ouvert et mis en service, a indiqué, lundi, le directeur de wilaya des équipements publics, Abdelouahab Boudib. La mise en service de ce marché de gros "dans les tout prochains jours" permettra aux agriculteurs et aux commerçants de l'exploiter "durant la saison de récolte de pommes qui débutera en août prochain", a ajouté le même responsable dans une déclaration à

l'APS. M. Boudib a affirmé, dans ce contexte, que les aménagements extérieurs du marché étaient "presqu'achevés", cependant que l'opération de raccordement au réseau électrique, par les services concernés, sera "terminée avant la fin de cette semaine", le mur de clôture, le poste de garde, les salles des générateurs électriques et le réservoir d'eau ayant été livrés. Le marché de gros dédié à la commercialisation de pommes dans la commune de Bouhmama couvre une superficie

de plus de 3 hectares. Il se compose d'une aile administrative, d'un grand dépôt pour le stockage des fruits, d'un entrepôt frigorifique, d'un hall d'exposition, d'un pont-bascule, d'un poste de sécurité et d'un grand parking pour camions. M. Boudib a souligné que ce projet, inscrit fin 2021 dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Khenchela, a été réalisé moyennant un investisse-

ment public de 690 millions de dinars. Le même responsable a indiqué que l'entrée en exploitation de ce marché "facilitera la commercialisation de ce fruit, pour lequel la wilaya de Khenchela occupe une position de leader national en matière de production, et impulsera le développement par la relance de l'économie locale, tout en créant des emplois au bénéfice des habitants de la région".

R E.

POUR UN MONTANT DE 120 MILLIONS DE DA

Les deux postes-frontières d'El Tarf aménagés

Les postes-frontières d'El Aioun et d'Oum Teboul (commune de Souarakh), dans la wilaya d'El Tarf ont fait l'objet de travaux d'aménagement destinés à améliorer les conditions d'accueil et de transit des voyageurs. Les deux postes-frontières ont bénéficié d'importants travaux de réhabilitation, d'aménagement et d'équipement qui ont nécessité une enveloppe financière de 120 millions de dinars, a-t-on expliqué au wali, Mohamed Meziane, dimanche, lors d'une visite d'inspection de ces deux structures. Il a notamment été réalisé 20 nouveaux bureaux pour le traitement des passagers, dont 12 bureaux à Oum Teboul et 8 à El Aioun, a-t-on ajouté, soulignant également que deux couloirs ont spécialement été

aménagés à l'intention des voyageurs malades, âgés ou aux besoins spécifiques. En plus de la réhabilitation du réseau électrique à haute tension (380 volts), afin d'éviter des problèmes de manque de capacité électrique et de coupures, notamment en période estivale. Le hall de transit a été agrandi pour assurer le confort des voyageurs et pour permettre aux services concernés d'effectuer leurs tâches dans les meilleures conditions. Le wali d'El Tarf a souligné que les aménagements réalisés au niveau de ces deux structures "contribueront au renforcement des échanges économiques et commerciaux avec le pays voisin et conféreront davantage de fluidité et de flexibilité à la circulation des passagers". Le chef de l'exécutif local a

ajouté que ces actions représentent "un acquis qui consolide les efforts déployés par les pouvoirs publics pour améliorer le service et promouvoir le développement des zones frontalières". Il a également indiqué que les services de la wilaya "continueront à moderniser, à aménager et à agrandir les deux points de passage pour remédier aux lacunes qui viendraient à être enregistrés, les postes d'El Aioun et d'Oum Teboul, qui connaissent une activité dense tout au long de l'année, constituant une vitrine de la partie orientale du pays". Les postes-frontières d'Oum Teboul et d'El Aioun traitent quelque 1,5 million de passagers et un demi-million de voitures par an, a-t-on expliqué.

R E.

ACCIDENTS
DE LA ROUTE

Lancement d'une campagne de prévention nationale

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) a lancé, hier, au niveau de la station-service de Sidi El Kbir-Mefteh (Wilaya de Blida), une campagne de prévention contre les accidents de la route. Cette campagne qui coïncide avec la saison estivale se poursuivra jusqu'au 31 août et verra la participation du Commandement de la Gendarmerie nationale (GN), de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), de la Société civile et de la société "NAFTAL". Dans ce sillage, le Délégué national à la sécurité routière, Ahmed Nait El Hocine, a affirmé dans une déclaration à la presse que cette campagne de prévention s'inscrit dans le cadre du "renforcement de l'activité de prévention, notamment durant la saison estivale qui connaît généralement une augmentation des indicateurs des accidents de la route, eu égard aux embouteillages dus à l'afflux des citoyens dans les régions côtières et les espaces de loisirs. M. Nait El Hocine a précisé que cet événement a été organisé cette année en collaboration avec la société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers "NAFTAL" en vue de "renforcer l'action de proximité pour réduire le nombre d'accidents, d'où le choix des stations-services de la société pour transmettre le message de sensibilisation au profit des usagers de la route". Pour sa part, la Directrice centrale à la Santé, la Sécurité et l'Environnement à Naftal, Karima Boukhalfa, a insisté sur l'importance de l'organisation de cette campagne de sensibilisation au niveau des stations d'essence relevant de Naftal dans l'objectif de sensibiliser les usagers de la route aux accidents, les exhortant à respecter le code de la route. La DNSR avait rappelé dans un communiqué le bilan des accidents enregistrés durant la saison estivale de 2023, à savoir "6.506 accidents ayant fait 1085 morts soit 30% du total de victimes décédées dans la même année et 9.379 blessés, soit 22% du total des personnes blessées durant la même période". Compte tenu des chiffres enregistrés, la DNSR a réitéré son appel à conjuguer les efforts et renforcer la prévention afin de protéger les usagers de la route des dangers des accidents routiers.

R E.

GUELMA

450 artisans obtiennent la nouvelle carte professionnelle numérique

Pas moins de 450 artisans de la wilaya de Guelma ont obtenu la nouvelle carte professionnelle numérique au cours du premier semestre de l'année en cours, a indiqué dimanche le directeur de la chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM). Dans une déclaration à l'APS, M. Miloud Saâdi a précisé que "les artisans ayant obtenu cette carte depuis le début de l'année activent dans divers secteurs artisanaux, relevant un engouement des artisans pour l'obtention de cette carte dont l'opération de délivrance est poursuivie". Le nombre d'artisans ayant obtenu à ce jour la carte professionnelle numérique dans la wilaya de Guelma représente 5 % du total des 8.250 artisans inscrits à la CAM, selon la même source qui considère que ce taux est très encourageant. L'objectif de la CAM est de remettre 1.650 cartes professionnelles numériques aux artisans "avant la fin de l'année en cours" ce qui représentera un taux de renouvellement de la carte professionnelle de 20 %, a affirmé le même responsable. Les services de la CAM ont tracé en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat un large programme de présentation aux artisans des avantages de la nouvelle carte professionnelle numérique qui leur facilitera l'activité et apportera plus de professionnalisme et de transparence dans leur relation avec l'administration, selon la même source.

GHARDAÏA

Lancement d'une campagne de sensibilisation et de prévention contre la DNC bovine

Une campagne de sensibilisation et de prévention contre la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) bovine a été lancée auprès de l'ensemble des éleveurs de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris lundi de la direction locale des services agricoles (DSA).

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de prévention contre cette maladie virale qui touche les bovins et non transmissible à l'homme, a rassuré le DSA, Sid Ahmed Melahi, ajoutant que des mesures de biosécurité ont été également prises par les services vétérinaires en étroite collaboration avec les autorités locales et les éleveurs. Ces mesures consistent notamment en la mise sous surveillance des exploitations d'élevage bovin et l'interdiction de déplacement des animaux, le chaulage, le nettoyage et la désinfection des exploitations, ainsi que l'interdiction de rassemblement du bétail, a-t-il expliqué. Cette épizootie est mise sous surveillance grâce à la mobilisation de l'inspection vétérinaire et des autorités locales ainsi que les vétérinaires privés, a affirmé Dr Tarek Rezoug, inspecteur vétérinaire à la DSA, précisant que le dispositif préventif de veille sanitaire et d'alerte des épizooties notamment la DNC bovine est en vigueur dans l'ensemble des communes de la wilaya. Ce dispositif de veille actif et de vigilance auquel sont associés l'ensemble des acteurs intervenants dans la lutte contre les épizooties en particulier les services de l'agriculture et vétérinaires, a été renforcé par la participation



des agriculteurs, éleveurs et les membres de la société civile, a précisé le responsable de l'inspection vétérinaire. Des prospections quasi quotidiennes sont organisées par les services vétérinaires à travers les étables et écuries des éleveurs pour déceler les indices de cette pathologie, a indiqué Dr Ishak Ktila médecin vétérinaire à la DSA de Ghardaïa. Un arrêté de la wilaya visant à protéger le cheptel a été promul-

gué et porte sur une restriction des déplacements des animaux, l'interdiction des lieux de rassemblement des animaux sensibles à la maladie (bovins) tels les marchés à bestiaux, le veille au respect de la réglementation sanitaire et les règles d'hygiène dans les exploitations agricoles, les étables et écuries, a-t-on ajouté de même source. La wilaya de Ghardaïa compte près de 4.500 têtes bovines, signale-t-on.

CONSTANTINE

Plus de 160 voyages par trains vers Skikda et Jijel programmés pour la saison estivale

Au total, 164 voyages vers les wilayas côtières de Skikda et Jijel, ont été programmés par la direction régionale de Constantine de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), et ce, dans le cadre d'un programme spécial été, dont le coup d'envoi a été donné lundi, a-t-on appris auprès de cette direction. Toutes les dispositions ont été prises, pour la réussite de ce programme tracé au titre de la saison estivale 2024 afin de per-

mettre aux citoyens des villes de l'intérieur du pays de se rendre aux wilayas côtières et profiter des vacances au bord de la mer, a précisé dans une déclaration à l'APS le sous directeur des passagers, Nabil Daâs. Le voyage est fixé depuis la gare centrale de Constantine chaque mercredi et jeudi vers 06h00 du matin, tandis que le retour est à 17h30, a précisé, M. Daâs, ajoutant que les voyages quotidiens à destination de la wilaya de Jijel sont programmés à partir de

06h30, tandis que le retour est fixé à 17h35. Il a également fait savoir que de nouvelles lignes de chemin de fer, ont été mises en service depuis certaines wilayas de l'intérieur du pays relevant de la compétence territoriale de la direction régionale de la SNTF de Constantine, à l'instar de Khenchela, Biskra, Sétif et Batna, précisant que les horaires de départs sont variés entre 03h25 et 05h 00 alors que le retour est fixé entre 16h35 et 18h30.

Les nouveaux horaires de circulation de ces trains, ont été affichés au niveau de toutes les gares ferroviaires concernées et ces voyages sont proposés à des prix abordables et attractifs fixés à 100 et 470 DA, a-t-il révélé, notant que les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour garantir la réussite de ce programme qui s'étalera jusqu'à la fin du mois d'août prochain.

TIZI-OUZOU

Sortie pédagogique au profit des gestionnaires et formateurs en tourisme

Une journée pédagogique de formation a été organisée dimanche au profit des gestionnaires et formateurs dans le secteur du tourisme au niveau de la commune de Maatkas, au sud de Tizi-Ouzou. "Cette sortie organisée par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat dans le cadre du programme Jil Syaha a pour objectif la mise en pratique des plans de formation cofinancés par le ministère et l'Union européenne (UE), lancée en

mai dernier à travers les structures de formation relevant du secteur du tourisme", a déclaré la représentante du ministère. "Il s'agit d'une sortie pédagogique qui vise à exécuter le plan de formation pratique dispensé aux formateurs et gestionnaires dans le secteur du tourisme, notamment, pour la prise en charge des potentialités touristiques de chaque région", a expliqué Nassima Hessas Melbouci. La même responsable a, en outre, ajouté que ces

sorties visent également à "favoriser une compréhension commune des enjeux et des orientations stratégiques pour assurer une formation de qualité en encourageant les échanges constructifs entre les enseignants gestionnaires des établissements et les personnels des direction". Selon les organisateurs, "des formations pareilles ont été organisées à Tizi-Ouzou et Boussaâda en mai dernier, dont l'objectif est de présenter et de partager les

programmes conçus à la suite d'une analyse des besoins en compétences des personnels d'établissements de formation dans le secteur du tourisme". Ce cycle de formation comprend 3 séminaires dont le premier a été abrité par l'école nationale supérieure de tourisme d'Alger et deux autres par les écoles nationales d'hôtellerie et de tourisme (INHT) de Boussaâda et de Tizi-Ouzou. (APS).

DÉPART DES BANQUES INTERNATIONALES D'AFRIQUE

Une double épreuve pour le Continent

Le retrait bancaire français du continent Africain est apparu en plein jour avec le mouvement entrepris par Société Générale, l'an dernier. Un nouveau dirigeant, et un nouveau dessein stratégique, justifiaient et expliquaient ce départ. Mais à y regarder de plus près, ce mouvement est loin d'être isolé. D'autres banques françaises ont suivi ce chemin stratégique. Encore plus étonnant, les banques anglo-saxonnes ont pris la même décision... Au-delà des justifications ponctuelles, quelles réalités profondes révèlent un tel mouvement sectoriel, international ? Espoir ou épreuve pour l'Afrique ?

Par Gérard Vespierre, président de Strategic Conseils (*).

Société Générale annonçait mi-juin 2023 la cession de ses filiales au Congo Brazzaville, en Guinée Equatoriale, au Tchad et en Mauritanie, ainsi que le lancement d'une « réflexion stratégique » pour sa filiale en Tunisie. L'arrivée de Slawomir Krupa, quelques semaines plus tôt, succédant à Frédéric Oudéa, à la tête du groupe bancaire français, plaçait naturellement cette cession dans le cadre d'un nouveau plan stratégique, articulé autour de nouvelles priorités. Il convient néanmoins de remarquer que le délai global d'une telle opération, comprenant le diagnostic, la décision, le ciblage des repreneurs, et le temps des nécessaires négociations, fait en réalité remonter le démarrage de l'opération à l'année précédente, et donc avant la prise formelle de commandement de Slawomir Krupa. Deux entités financières panafricaines, en expansion, Vista Bank et Coris Bank, seront les deux repreneurs. Mais cette opération allait bientôt apparaître comme la première d'une série, toutes articulées autour du Continent Africain. En effet à la fin de l'année 2023, Société Générale confirmait son départ du Mozambique et du Burkina Fasso. Cette année au mois d'avril, c'est au tour de la filiale Marocaine d'être cédée au groupe financier local Saham. Des négociations concernant d'autres pays africains sont actuellement en cours.

Un mouvement français plus général

D'autres groupes bancaires français sont dans la même dynamique de prise de distance par rapport au marché Africain, ou, se sont même abstenus d'y être présents. BNP Paribas annonçait, le 6 mai avoir mis fin à ses activités en Afrique du Sud, après douze ans de présence dans le pays. Mais une stratégie beaucoup plus globale était communiquée dès mi-2018 quand le groupe a annoncé « travailler à la cession de ses parts » (47%) dans la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (Bicig). Début 2019, le groupe bancaire indiquait « ouvrir une réflexion stratégique » sur sa participation au capital de l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (UBCI) en Tunisie. Ces opérations se sont réalisées. Depuis, les désinvestissements se sont poursuivis au Mali, Burkina-Fasso, Sénégal, en Côte d'Ivoire, et aux Comores. Le groupe mutualiste BPCE a initié une telle stratégie de désengagement dès 2018 concernant sa présence en Tunisie, au Cameroun, à Madagascar, et en Ré-



publique du Congo. Crédit Agricole CIB, Banque d'Investissement et de Financement (BIF) est présent sur tous les continents de la planète à l'exception de l'ensemble du Continent Africain. Un choix stratégique... en amont... En restant sur le continent Africain, il est intéressant de changer de zone d'influence, en regardant vers le réseau bancaire, anglophone.

Le désinvestissement anglo-saxon

Royal Bank of Scotland fut la première à sortir du continent africain en y arrêtant son activité de Banque privée, dès 2015. Standard Chartered Bank, figurant parmi les 30 plus grandes capitalisations Britanniques, a annoncé en avril 2022 son désinvestissement du Cameroun, d'Angola, de Gambie, de Sierra Leone et du Zimbabwe, ainsi que sa sortie de toutes ses activités en Côte d'Ivoire et en Tanzanie. La Banque Barclays a clos ses participations, également relativement récemment, en 2022, en cédant ses activités en Afrique du Sud, au groupe financier local Absa. Enfin, les États-Unis s'inscrivent également (et inévitablement) dans ce mouvement, puisque le grand groupe bancaire américain Citi (issu de la fusion de Citicorp et de Travelers Group) est sorti ces dernières années de ses activités de Banque de détail, en Égypte. En quelques années, la dynamique stratégique bancaire, anglo-saxonne, sur le continent africain, apparaît globale et identique à la dynamique française.

Quelles peuvent être les raisons d'un tel mouvement général ?

Raisons primaires, raisons secondaires La ligne officielle des explications des banques occidentales repose sur les constatations de résultats décevants sur

le continent africain, que ce soit sur le montant de leur Produit Net bancaire, pour les uns, ou le taux de rentabilité pour les autres. Elles annoncent en conséquence vouloir se concentrer sur des orientations stratégiques, géographiques, prioritaires, plus rentables. Mais les explications, plus réelles, et formulées de façon beaucoup plus discrète, concernent les risques beaucoup trop importants, et des « environnements juridiques peu fiables » pour les banques occidentales, de plus en plus encadrées par les règles prudentielles. S'y ajoutent, l'ombre de la corruption, les interférences politiques intérieures, omniprésentes, sur lesquelles viennent se greffer les implications extérieures géopolitiques, russes, de plus en plus nombreuses. Il apparaît là un éventail très complet des causes pouvant aboutir à des sanctions et pénalités de la part des autorités de régulation bancaires, européennes et américaines. Le cumul de ces risques pour des institutions bancaires occidentales opérant, pour la plupart d'entre elles, sur le marché mondial, devient beaucoup trop élevé, tant en termes de potentielles conséquences financières, que d'image et de réputation.

Conséquences des conséquences

Ce reflux des grandes banques internationales de l'ensemble du continent africain conduit naturellement à la fois à une accélération de croissance des banques africaines, mais également à une « consanguinité » croissante des réseaux de financement sur le continent à un moment où ses besoins sont croissants. Le Nigéria, plus grande économie du continent (à égalité avec l'Égypte en termes de PIB) devrait avoir un rôle moteur dans cette lutte contre la corruption. Or, selon le classement de Transparency International, ce pays se situe à la 145e place, et se catégorise

donc comme une des économies les plus corrompues du monde. Une des plus grandes banques du pays, Ecobank Nigéria, filiale du groupe panafricain Ecobank Transnational Incorporated (ETI) a été récemment accusée d'organiser une opération d'extorsion de fonds de 42 millions de dollars à l'encontre d'une société des Émirats arabes unis. Une véritable lutte contre les pratiques frauduleuses doit être érigée en priorité. Des décisions sont prises, mais elles doivent être menées à leur terme. En 2023, L'African Development Bank a reconnu qu'un Fonds spécial en faveur de l'intégrité, doté de 55 millions de dollars, lancé à grand renfort de publicité, n'avait pas encore commencé son activité, et en conséquence, n'avait déboursé aucun montant pour soutenir des opérations ou programme contre la corruption. Le FMI demande le retrait des participations d'États dans les structures bancaires. Dans le même temps, ces mêmes États veulent garder un accès aux financements internationaux. Au-delà des investissements à accomplir dans l'exploitation des richesses naturelles, l'Afrique a, en effet, impérativement besoin de développer des infrastructures de transport de biens, de personnes et d'énergie, pour faire face aux exigences imposées par la croissance de sa population. Énormes besoins d'investissements lourds, dans le temps long. Tous ces diagnostics imposent donc aux agents économiques africains, aux structures politiques, aux États, de revoir « la perméabilité » de leurs pratiques financières, et de se diriger le plus rapidement possible vers de plus saines et transparentes pratiques bancaires.

(*) Diplômé ISC Paris, DEA Finances Dauphine PSL, Fondateur du Monde Décrypté, chroniqueur géopolitique IDFM 98.0

ARABIE SAOUDITE
Riyad ambitionne de prendre la tête du marché mondial de l'alimentation halal

L'Arabie saoudite est à l'avant-garde de l'industrie mondiale des produits halal. Elle capitalise sur son statut unique de berceau de l'islam, ce qui lui permet de gagner la confiance d'environ 2 milliards de musulmans à travers le monde. Cette position inégalée confère aux réglementations et certifications halal saoudiennes un degré élevé d'authenticité et de crédibilité religieuses, ce qui les rend très respectées et recherchées dans le monde entier. Le cadre réglementaire du Royaume, dirigé par des organismes clés tels que l'Autorité saoudienne des aliments et des médicaments, garantit une conformité rigoureuse aux normes halal, renforçant ainsi sa position de leader sur le marché.

L'importance du Royaume dans ce secteur a été soulignée lors de l'édition inaugurale du Forum halal de La Mecque, qui s'est tenue en janvier et à laquelle a participé le ministre saoudien du Commerce, Majid ben Abdallah Al- Kasabi. Le ministre a souligné que cette industrie était l'un des secteurs qui se développent le plus rapidement à l'échelle mondiale.

« Actuellement, le marché de l'alimentation est évalué à environ 2 500 milliards de dollars et devrait atteindre 5 800 milliards de dollars en 2033 », avait-il précisé à l'époque.

Dans le cadre de son initiative Vision 2030, l'Arabie saoudite encourage activement l'innovation et l'investissement dans le secteur halal, dans le but de diversifier son économie et d'étendre son influence sur le marché halal mondial. Grâce à des collaborations stratégiques, à des forums internationaux tels que le Makkah Halal Forum et à des processus de certification avancés, l'Arabie saoudite ne se contente pas de répondre à la demande mondiale croissante de produits halal, elle façonne également l'avenir du secteur.

ÉGYPTE

Accords Commercial International Bank-BERD de 60 millions \$ en prêts pour des projets verts

La Commercial International Bank égyptienne a renforcé son partenariat avec la Banque européenne multilatérale BERD, en signant 2 nouveaux accords pour financer des PME dirigées par des femmes et des projets durables liés à la préservation de l'environnement.

La Commercial International Bank (CIB) a conclu des accords de prêts pour un montant global de 60 millions USD avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Ces accords qui visent à financer des projets verts et soutenir des entreprises dirigées par des femmes en Égypte ont été signés lors de la conférence sur l'investissement de l'Union européenne au Caire, tenue du 29 au 30 juin. La majeure partie de cette enveloppe, soit 50 millions USD, sera utilisée pour investir dans des technologies d'atténuation et d'adaptation

au changement climatique. Le financement soutiendra des entreprises privées de divers secteurs, notamment l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, les services, la logistique et la distribution, ainsi que les technologies de l'information et de la communication. Le 10 millions USD restants seront rétrocédés à des femmes d'affaires propriétaires de PME de moins de 250 salariés et au chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions € en Égypte. Les prêts, qui cibleront divers secteurs et industries, visent à renforcer les capacités des petites entreprises dirigées par des femmes.

À travers ces accords, « la BERD veut accompagner la transition de l'Égypte vers une économie plus verte et une plus forte participation des femmes dans les affaires, en augmentant l'accès au financement et en intensifiant les investissements d'adaptation au climat » a déclaré Jürgen Rigterink, son vice-président. Notons que la BERD opère en Égypte depuis 2012. À ce jour, le pays en a obtenu plus de 12 milliards d'euros d'investissements, du financement qui a permis d'y soutenir plus de 180 projets dans divers secteurs.

TRANSPORT

Un nouveau service de transport maritime relie le port islamique de Djeddah à quatre villes chinoises et à une ville égyptienne

Un nouveau service de transport maritime devrait relier le port islamique de Djeddah à quatre villes chinoises et à une ville égyptienne, améliorant ainsi la connectivité du Royaume avec les marchés mondiaux. L'Autorité portuaire saoudienne, également connue sous le nom de Mawani, a annoncé l'ajout du service de transport maritime CBS par l'intermédiaire de la compagnie maritime chinoise NewNew Line. Ce service reliera le port de Djeddah aux ports chinois de Tianjin, Qingdao, Shanghai et Guangzhou, ainsi

qu'à Damiette en Égypte, grâce à des voyages hebdomadaires réguliers pouvant accueillir jusqu'à 4 000 conteneurs standard. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts plus larges déployés par Mawani pour améliorer la position de l'Arabie saoudite dans l'indice de connectivité maritime, stimuler l'efficacité opérationnelle de ses ports et renforcer les liens du Royaume avec les marchés internationaux. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale en matière de transport et de logistique, qui vise à faire de l'Arabie saoudite une

plaque tournante de la logistique mondiale et un point de connexion central entre les trois continents. Cette stratégie vise à relier les ports du Royaume situés sur la côte du golfe Arabo-Persique à ceux de la côte de la mer Rouge. Depuis le début de l'année 2024, Mawani, en collaboration avec les principales compagnies maritimes mondiales, a ajouté 14 nouveaux services à sa liste. L'ajout du service CBS est une étape importante dans cette direction, soutenant les exportations et les importations nationales et renforçant l'infrastructure

maritime du Royaume. Le port de Djeddah, centre logistique et commercial crucial sur la côte de la mer Rouge, couvre une superficie de 12,5 km² et dispose de 62 postes d'amarrage. Le port est équipé de stations spécialisées et d'installations avancées, dont deux stations de manutention de conteneurs, un village logistique intégré pour le stockage et la réexportation, deux terminaux de marchandises diverses, deux quais de réparation et d'entretien des navires, et une série de postes d'amarrage pour les services maritimes.

ENTREPRENEURIAT ÉCOLOGIQUE EN TUNISIE

Là où les femmes excellent

Des femmes entrepreneures, distinguées et déterminées à faire bouger les lignes pour un avenir plus vert, ont été à l'honneur lors de la 8e édition de la conférence «Notre belle Tunisie» qui s'est tenue récemment au siège de l'Utica à Tunis. Organisé par la Chambre régionale à l'Ariana des femmes cheffes d'entreprise relevant de l'Utica en partenariat avec le Centre international des technologies de l'environnement (Citet), la 8e édition de la conférence «Notre belle Tunisie», qui s'est tenue récemment au siège de l'Utica à Tunis et qui fait la part belle à l'entrepreneuriat féminin écologique, a été, également, l'occasion de dévoiler les lauréates du concours «Vert'Elle» organisé en marge de cette édition pour célébrer le succès des femmes cheffes d'entreprise dans les domaines écologiques.

Des idées innovantes et nouvelles

14 entrepreneures et startupeuses, retenues parmi plus d'une soixantaine de candidates, ont pu présenter leurs projets devant un auditoire suspendu à leurs lèvres et

ébloui par tant d'idées innovantes et nouvelles. «Si tant de femmes font la différence dans ce domaine, c'est parce que le concept de durabilité nous touche particulièrement. Nous, les femmes qui mettons au monde les générations qui peuplent la Terre, nous n'avons qu'une seule planète pour y vivre. Il faut savoir la préserver», a ainsi souligné la présidente de la Chambre, Syrine Dimassi, lors de l'ouverture de l'événement. Avant les pitches, un panel de discussion rassemblant des spécialistes de l'entrepreneuriat écologique et vert a eu lieu et a permis grâce aux débats riches de mettre en avant les difficultés rencontrées par les femmes qui veulent se lancer dans ce domaine. Intervenant à cette occasion, le représentant du réseau national des pépinières d'entreprises de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (Apii) a mis l'accent sur les freins qui empêchent les femmes de poursuivre jusqu'au bout leurs aventures entrepreneuriales. En effet, ce sont les chiffres qui laissent entrevoir l'inégalité des chances entre hommes et femmes au fil du parcours entrepreneurial : alors que les femmes repré-

sentent plus de 52% des entrepreneurs en phase de démarrage, elles n'en constituent que 35% à la phase de concrétisation. «Nous ne disposons pas de programme d'accompagnement spécifique aux femmes. Ces chiffres-là montrent clairement que nous avons besoin de mettre en place des programmes dédiés aux femmes entrepreneures. Actuellement, l'écosystème offre des programmes standards qui ne sont pas basés sur le genre», a-t-il commenté.

Une place dérisoire !

De son côté, Sami Meddeb, président de l'Association racines et développement durable, a souligné, qu'indépendamment de la question genre, le secteur de l'économie verte, d'une manière générale, représente une opportunité de travail, d'emploi et de création de richesses pour la Tunisie. Selon lui, les défis environnementaux liés à la dynamique du développement sont extrêmement importants et peuvent être transformés en opportunité. Il a par ailleurs ajouté que les femmes sont instinctivement portées sur la question environnementale.

GHANA

Une croissance robuste attendue en 2024 et 2025

La croissance du PIB sera essentiellement tirée par la reprise de la consommation des ménages, l'augmentation des dépenses publiques et la hausse des investissements étrangers.

La croissance de l'économie ghanéenne devrait se situer à 4,3% en 2024, un niveau bien plus élevé que celui enregistré en 2023 (2,9 %), avant d'atteindre 4,5% en 2025, grâce notamment à la reprise de la demande intérieure, la hausse des dépenses publiques et l'augmentation des investissements étrangers, a estimé Fitch Solutions Country Risk & Industry Research dans un rapport. La consommation des ménages sera l'un des principaux moteurs de la croissance en 2024, dans un contexte de reflux de l'inflation, a-t-on précisé de même source. Après avoir atteint une moyenne de 24,2 % durant le premier trimestre, l'indice des prix à la consommation suivra une tendance baissière pour s'établir à 19,5 %, d'ici la fin de l'année. De plus, une augmentation attendue des dépenses publiques dans le domaine des prestations sociales avant les élections générales prévues en décembre prochain, devrait stimuler davantage le pouvoir d'achat des citoyens et accélérer la reprise de la demande intérieure. La formation brute de capital fixe devrait poursuivre sa reprise, dans un contexte marqué par la baisse de l'inflation, des progrès dans le processus de restructuration de



la dette extérieure, le décaissement de nouvelles tranches de prêts par le Fonds monétaire international (FMI) et le lancement de plusieurs projets d'infrastructures. La faiblesse des exportations empêchera cependant une reprise économique plus vigoureuse cette année. Alors que les exportations des hydrocarbures devraient augmen-

ter, une baisse de 12,8 % de la production de cacao effacera ces gains. Fitch Solutions note par ailleurs que la croissance continuera à s'accélérer en 2025, grâce à une baisse plus marquée de l'inflation, une plus grande stabilité du taux de change de la monnaie nationale et une hausse des investissements étrangers.

RWANDA

Une subvention des USA pour ses mines d'étain

Trinity Metals est née en 2022 et regroupe trois mines d'étain et de tungstène au Rwanda. La société a obtenu une subvention du gouvernement américain qui cherche à contester la domination chinoise dans le secteur minier africain. La compagnie minière Trinity Metals a obtenu une subvention de 3,86 millions de dollars auprès de l'International Development Finance Corporation (DFC). La banque de développement des États-Unis entend ainsi soutenir des projets à impact social et environnemental sur les mines

d'étain et de tungstène de Trinity au Rwanda. Une partie des fonds sera utilisée pour des études entrant dans le cadre de la mise à jour des évaluations d'impact environnemental et social pour toutes les mines de Trinity. La compagnie mettra aussi en place un programme de développement des compétences des employés, un plan de développement intégré pour toutes les concessions minières et un plan de réhabilitation des résidus et des cours d'eau. « La DFC est heureuse de soutenir un projet d'un tel impact qui

s'aligne sur notre priorité de construire des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques plus diversifiées, résilientes et durables et de soutenir le développement économique en Afrique », a commenté David Hester, directeur général de l'assistance technique de la banque américaine. Rappelons que Trinity Metals exploite les deux plus grandes mines d'étain du Rwanda, Rutongo et Musha, ainsi que la mine Nyakabingo, présentée comme la plus grande mine de tungstène d'Afrique. L'octroi de cette sub-

vention de la DFC s'inscrit dans une tendance à la hausse des investissements américains dans le secteur minier africain. Décidé à contester la domination chinoise sur le continent, Washington a octroyé ces derniers mois des prêts et subventions à des sociétés exploitant notamment du graphite et du cuivre, indispensables pour la transition énergétique. Plus tôt en juin 2024, le gouvernement américain a ainsi débloqué 2 millions de dollars pour une usine congolaise de transformation de cuivre et de cobalt.

GABON

Restriction à 30% du quota de main-d'œuvre étrangère

Plusieurs Gabonais pensent que l'application réelle de ces quotas permettra de réduire le taux de chômage dans le pays. Le gouvernement gabonais a fixé un quota maximum de 30% pour la main-d'œuvre étrangère dans le pays, à raison de 5% pour le personnel d'exécution, 10% pour les techniciens supérieurs et agents de maîtrise, et 15% pour les cadres. Le décret pris lors du Conseil des ministres du 25 juin vise à « restreindre le recours à la main-d'œuvre étrangère à des

postes de responsabilité, valoriser la main-d'œuvre gabonaise, et faire coïncider la délivrance des autorisations d'emploi aux besoins du marché », relaie Le Nouveau Gabon. Ces quotas répondent aux dispositions de l'article 137 de la loi n°022/21 du 19 novembre 2021 portant Code du travail en République gabonaise, qui prévoit la priorisation des nationaux de compétence égale à l'embauche. L'article spécifie que l'appréciation des critères de compétence doit notamment considérer, en fonction du secteur d'acti-

tivité, de l'expertise et du savoir-faire techniques requis pour l'emploi postulé, des besoins en main-d'œuvre sur les axes de développement du pays, et des clauses de mobilité dans les groupes de sociétés. Le Gabon affiche 36% de taux de chômage de la jeunesse, soit l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne selon l'OIT (Organisation internationale du Travail). 64 077 demandeurs d'emploi ont été recensés entre 2016 et 2020 parmi par l'Office national de l'emploi, dont 87% âgés de 16 à 34 ans.

TANZANIE

Expédition de 650 000 tonnes de maïs vers la Zambie

En Zambie, le maïs est la principale denrée de base. Dans le pays, la sécheresse persistante aggravée par la survenue du phénomène climatique El Niño en 2023 a réduit le niveau de la production locale de la céréale et accentue le recours aux importations. La Zambie vient de conclure un accord d'approvisionnement de 650 000 tonnes de maïs avec la Tanzanie. C'est ce qu'a révélé Hussein Bashe, ministre tanzanien de l'Agriculture, le 30 juin. L'accord annoncé a été signé par l'Agence tanzanienne des réserves alimentaires (NFRA) et l'Unité zambienne de gestion et d'atténuation des catastrophes (DMMU). « Cet accord sera mis en œuvre dans un délai de 8 mois et permettra à la Tanzanie de générer des recettes d'exportations de 250 millions \$ », précise M. Bashe. Le pays d'Afrique de l'Est qui s'attend à une hausse de 25 % de sa récolte de maïs à 10 millions de tonnes en 2024, d'après les données officielles, devrait disposer d'un surplus exportable de 4 millions de tonnes. Pour la partie zambienne, ce recours à la Tanzanie pour l'importation vise à combler un déficit de production de 900 000 tonnes dans un contexte où la sécheresse induite par le phénomène climatique El Niño a affecté les performances de l'appareil productif. En effet, le pays d'Afrique australe s'attend à une récolte de 1,5 million de tonnes de maïs en 2023/2024, son plus bas niveau en 16 ans alors qu'il affiche une consommation annuelle estimée à 2,4 millions de tonnes. Par ailleurs, la démarche de la Zambie intervient alors que l'Afrique du Sud, son principal fournisseur de maïs également touché par El Niño, prévoit une baisse de 58 % de son surplus exportable de maïs à 1,44 million de tonnes en 2024/2025. Il faut rappeler que la Tanzanie a déjà signé en mai dernier un accord pour expédier 500 000 tonnes de maïs vers la RDC.

BOURSES ASIATIQUES

Tokyo en progression prudente, les places chinoises dans le rouge

Les bourses asiatiques évoluaient en ordre dispersé lundi matin, Tokyo en hausse prudente face au yen faible et les places chinoises contrariées par une contraction de l'activité industrielle, tandis que l'euro se renforçait dans la foulée des élections législatives françaises.

L'indice vedette Nikkei de la capitale japonaise gagnait 0,22% à 39.669,52 points vers 02H20 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,44% à 2.822,06 points, après avoir frôlé vendredi un nouveau record en clôture depuis 1990. Le PIB japonais au premier trimestre a été révisé à la baisse (-0,7% au lieu de -0,5% jusque-là) selon une troisième estimation publiée lundi matin, en raison notamment d'investissements résidentiels privés plus faibles que prévu. Les bourses de Chine continentale étaient dans le rouge après la publica-

tion de chiffres montrant une contraction en juin de l'activité manufacturière du pays pour le deuxième mois consécutif, l'indice composite de Shanghai lâchant 0,1% et celui de Shenzhen reculant de 0,7%. La Bourse de Hong Kong était fermée lundi en raison d'un jour férié. Le dollar se stabilisait à 160,88 yens vers 02H20 GMT, comme vendredi à 21H00 GMT, en retrait par rapport à son sommet de vendredi matin. L'euro se renforçait après les résultats du premier tour des élections législatives en France, où le Rassemblement

national (RN) est arrivé comme attendu largement en tête, mais le parti d'extrême droite n'était pas assuré d'obtenir une majorité absolue au Parlement après le second tour, qui devrait être marqué par un nombre record de triangulaires. La devise européenne grimpait à 172,93

yens contre 172,36 yens en fin de semaine dernière, et montait à 1,0750 dollar contre 1,0713 dollar vendredi. Le pétrole était en hausse: vers 02H10 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,43% à 81,89 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,39% à 85,33 dollars.

FRANCE

La Bourse de Paris détrônée par celle de Londres

En cinq séances, la place financière parisienne a perdu plus de 240 milliards d'euros de capitalisation boursière. Le CAC 40 a décroché la semaine dernière de plus de 6%, enregistrant sa pire performance hebdomadaire depuis mars 2022, au tout début de l'invasion russe de l'Ukraine. En cinq séances, la place financière parisienne a perdu plus de 240 milliards d'euros de capitalisation boursière. Le CAC 40 a décroché la semaine dernière de plus de 6%, enregistrant sa pire performance hebdomadaire depuis mars 2022,

au tout début de l'invasion russe de l'Ukraine. Paris vient de perdre sa couronne de première place boursière européenne. L'attractivité de la place financière pourrait pâtir de l'instabilité politique. C'est l'une des conséquences de l'instabilité politique qui secoue la France depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin. Paris vient de perdre sa couronne de première place boursière européenne. Elle est détrônée par Londres, qu'elle avait doublé début 2023, après avoir temporairement

pris une première fois la tête en novembre 2022. Le coup de tabac de la semaine dernière à la Bourse de Paris a rebattu les cartes. En cinq séances, la place a perdu plus de 240 milliards d'euros de capitalisation boursière. Le CAC 40 a décroché de plus de 6%, enregistrant sa pire performance hebdomadaire depuis mars 2022 au tout début de l'invasion russe de l'Ukraine. L'indice, qui était au plus haut de son histoire il y a un mois à peine, a effacé en une semaine ses gains depuis le début de l'année.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Juin 2024
Valeur : 02 Juillet 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.6077	134.6227
1	EUR	EURO		143.9495	144.0059
1	GBP	POUND STERLING		170.1956	170.2792
100	JPY	JAPANESE YEN		83.6488	83.6634
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5257	18.5283
1	CHF	SWISS FRANC		149.6306	149.6972
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1750	98.2146
1	DKK	DANISH KRONE		19.3072	19.3102
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6392	12.6430
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6016	12.6055
1	AED	UAE DIRHAM		36.6459	36.6530
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8801	35.8860
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.6044	438.7963
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.6065	43.0347
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5447	13.5463
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4990	27.6399
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5442	3.5446
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0157	177.0157

APRÈS LE 1ER TOUR DES LÉGISLATIVES

Le CAC 40 grimpe

Les Bourses européennes, et notamment le CAC 40, ont ouvert en nette hausse lundi après quatre séances consécutives de baisse, les investisseurs se montrant soulagés par les résultats du premier tour des législatives en France. À Paris, le CAC 40 bondit de 2,51% à 7.667 points vers 07h05 GMT, emmené par les banques qui avaient souffert en premier lieu de l'incertitude soulevée par l'annonce de la convocation d'élections législatives anticipées.

À Francfort, le Dax avance de 1,02%, contre 0,62% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,94%, l'EuroStoxx 50 1,69% et le Stoxx 600 1,06%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en hausse, le Dow Jones grignotant 0,24%, contre 0,34% pour le Standard & Poor's 500 et 0,43% pour le Nasdaq. Selon les résultats définitifs, le Rassemblement National (RN) et ses alliés Les Républicains (LR) ont ob-

tenu 33,15% des voix au premier tour des élections législatives en France, devançant le Nouveau Front populaire (NFP), crédité de 27,99%, et la liste présidentielle "Ensemble" (20,4%). Le score du RN a été moins important que craint par les investisseurs, expliquant le rebond des indices à l'ouverture. "En termes de réactions de marché, le vote d'hier soir n'est pas le scénario catastrophe (majorité anticipée du RN ou du NFP) du premier tour,

mais celui du moins pire", résume John Plassard, directeur chez Mirabaud. Le spread entre les titres souverains français à 10 ans et leurs homologues allemands recule à 74 pb, contre un pic à 84 pb vendredi. Pour autant, l'incertitude politique est là pour durer, constate Bruno Cavallier, chef économiste d'Ododo BHF, et les actifs français pourraient demeurer volatils. Plusieurs indicateurs sont attendus lundi, dont les indicateurs PMI définitifs pour juin pour le secteur manu-

facturier, ainsi que l'inflation en Allemagne pour juin. L'indicateur sera suivi de près, car il pourrait contribuer à donner la tendance de l'inflation en zone euro qui sera publiée mardi, un indicateur essentiel à la conduite de la politique monétaire. Aux valeurs, Atos progresse de 21,7% après avoir annoncé dimanche avoir conclu un accord sur les modalités de sa restructuration financière, qui le placera dans les mains de ses créanciers.

WALL STREET

Tendance pas si positive malgré le Nasdaq

Quel retournement de situation: Wall Street repart apparemment de l'avant et le Nasdaq s'envole de +1,3%. Mais à l'évidence, il ne s'agit pas d'une reprise sur un large front (le Dow Jones chute de -0,75%) puisqu'une fois de plus, c'est Nvidia qui a tout fait. Le géant boursier Nvidia a bondi de près de 6,8% ce mardi (vers 126\$), effaçant d'un coup la moitié de ses pertes depuis une semaine: le titre rajoute près de 200Mds\$ de capitalisation, sortant d'une chute de trois séances qui avait effacé environ 430Mds\$ depuis mardi dernier. A l'évidence, un titre tout seul ne fait pas une

tendance... et retirez Nvidia puis Tesla (+5,25%): le S&P500 (+0,39%) termine dans le rouge, tout comme le ratio advance/decline, négatif ce mardi. Idem pour le Nasdaq Composite qui est loin d'avoir vu les hausses l'emporter: Sirius dévisse de -7,8%, Dexcom de -5,3%, Marvell de -5,1%, Broadcom (740Mds\$ de 'capi') chute de -4,6%, Microchip perd -1,3%... à l'image du 'SOXX' avec -1,2%. Le S&P500 a été également soutenu par les croisiéristes qui s'envolent de +5% en moyenne (Carnival bondit de +8,7%, Norwegian de +5,1%).

Mais c'est le Nasdaq qui recèle la pépite du jour puisque Rivian qui explose de +63% (+8,6% en séance, +54,4% en after hour) alors que Volkswagen va y investir 1Md\$ (on croirait un score à la 'Gamestop'). La chute de -0,76% du Dow Jones démontre qu'à l'exception de cas de figures remarquables, les prises de risques sont restées limitées à Wall Street en vue du débat Biden/Trump jeudi soir et de la parution, prévue vendredi, de l'indice des prix PCE, une mesure de l'inflation particulièrement surveillée par la Fed. Côté 'stats', la confiance du consommateur américain s'est dégradée en juin, (-0,9% vers

100,4) mais un peu moins que prévu (consensus 100), à en croire l'indice de l'organisation patronale Conference Board publié mardi. Le sous-indice du sentiment du consommateur sur la situation présente est remonté à 141,5 contre 140,8 le mois précédent, mais celui sur sa situation à venir est retombé à 73 après 74,9 en mai. Selon le ConfBoard, la solidité du marché du travail permet pour l'instant de compenser les inquiétudes des ménages sur le futur. Les T-Bonds ont fini quasi stables vers 4,25%... et cela fait 6 jours que le marché obligataire US semble figé.

ROYAUME-UNI

La croissance du premier trimestre révisée légèrement à la hausse

La croissance britannique du premier trimestre a été révisée légèrement à la hausse vendredi: le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a progressé de 0,7% entre janvier et mars soit "une hausse par rapport à une première estimation de 0,6%", a annoncé l'Office national des statistiques (ONS).

Ces données confirment que le pays est sorti au premier trimestre de la récession dans laquelle il était tombé fin 2023 et voit son économie repartir plus vite que prévu, une bonne nouvelle pour le Premier ministre conservateur Rishi Sunak à quelques jours d'élections qui s'annoncent mal pour son parti. Le PIB britannique avait reculé de 0,3% au quatrième trimestre 2023, après avoir baissé de 0,1% au troisième. Or deux trimestres de contraction économique d'affilée sont généralement considérés par

les économistes comme la définition d'une récession dite "technique". La révision à la hausse de la croissance du premier trimestre est une surprise alors que les économistes s'attendaient dans l'ensemble à ce que la première estimation soit maintenue. "Quel que soit le Premier ministre (qui sera élu) la semaine prochaine, il pourrait bénéficier d'une reprise économique un peu plus forte que notre prévision", a commenté Paul Dales, analyste chez Capital Economics. Le PIB a toutefois stagné au mois d'avril

- en conformité avec les prévisions - en raison d'une météo inhabituellement humide qui a pénalisé les secteurs de la construction et ventes de détail, avait annoncé début juin l'ONS. L'indice PMI Flash publié la semaine dernière par S&P Global, indicateur avancé de croissance, a quant à lui montré que l'activité du secteur privé avait ralenti en juin au Royaume-Uni, reflétant notamment les incertitudes du monde des affaires à l'approche des élections législatives du 4 juillet.

MARCHÉ UNIQUE

«Il faut instaurer une liberté de l'innovation»

L'ancien Président du conseil italien est l'auteur d'un rapport invitant à revoir à la hausse les ambitions du marché unique, pour faire face à la concurrence internationale. "Le marché unique tel qu'il existe aujourd'hui ne suffit plus, parce qu'il a été conçu pour un monde qui appartient au passé", estime Enrico Letta, ancien Président du conseil italien. Au bout de six mois de travail, après avoir écumé 65 villes, tenu 400 réunions et rédigé un rapport d'expertise, Enrico Letta a rendu son verdict sur le marché unique, sans appel pour l'Europe. Le marché unique a été créé

en 1993, il y a tout juste 31 ans, mais depuis, le monde dans lequel on vit est presque devenu méconnaissable. "Lorsque Jacques Delors a lancé le marché unique, l'Union soviétique existait encore", note Enrico Letta, ancien Premier ministre italien, "l'Allemagne était coupée en deux, la Chine et l'Inde représentaient à elles deux 4 % du PIB mondial. Ce qui est considéré comme "grand" aujourd'hui doit l'être encore plus à l'avenir, car les dimensions de la Chine, des États-Unis, des BRICS ont complètement changé" Trois secteurs - l'énergie, les services financiers et les télécommunications - sont ex-

clus du marché unique. Pour Enrico Letta, la fragmentation de ces secteurs nuit à la compétitivité de l'Europe. "Il y a cent opérateurs de télécommunications en Europe", poursuit-il, "répartis dans chaque pays entre 3, 4 ou 5 opérateurs. Aux États-Unis, il y en a trois, en Chine, chaque opérateur a plus de 467 millions de clients". Le manque d'intégration des services financiers s'avère encore plus pénalisant. "Nos 27 marchés financiers ne sont pas assez intégrés, pas assez attractifs, ils sont trop limités et le marché américain a un pouvoir d'attraction". Enrico Letta propose de créer

une union de l'épargne et de l'investissement - qu'il décrit comme un pilier dédié à l'argent privé - qui, combiné, à des fonds publics, pourrait financer la politique phare de l'Europe en matière de neutralité carbone. Mais la question du financement reste un sujet clivant. "Si nous continuons à ne pas répondre à la question de savoir comment financer la transition écologique", reconnaît Enrico Letta, "les agriculteurs seront les premiers d'une longue série de publics à protester, les prochains, ce seront les employés de l'industrie automobile, puis ceux d'autres secteurs, des entrepreneurs, et des citoyens".

BELGIQUE

Bruxelles abrite une Conférence mondiale sur la mesure des nouvelles formes d'emploi

Une Conférence mondiale sur la mesure des nouvelles formes d'emploi sera organisée les 4 et 5 juillet à Bruxelles en Belgique, par l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), en partenariat avec l'Organisation internationale du travail, a annoncé l'OIT. "Tout au long de la conférence, nous entendons aborder les questions liées aux sources de données, aux définitions et aux mesures. Nous avons également l'intention d'explorer les expériences actuelles en matière de mesure du phénomène des formes d'emploi, tant aux niveaux national qu'international, ainsi que les recommandations internationales nouvelles ou à venir", indique la même source. Cet événement mondial de deux jours rassemblera des décideurs politiques de haut niveau et des experts en statistiques de toute l'Europe et du monde entier, qui contribueront au développement futur d'informations statistiques fiables sur l'économie numérique et innovante dans le domaine du marché du travail, ajoute l'OIT. Il réunira des statisticiens du travail, des scientifiques des données, des chercheurs, des analystes de la population active, des utilisateurs des politiques et des parties prenantes pour cette opportunité d'avoir des échanges riches sur les futures mesures statistiques du travail dans une perspective mondiale, selon cette institution des Nations-Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. La conférence axera, entre autres, sur l'évolution des formes d'emploi et des relations de travail, et la nouvelle classification internationale des statuts dans la profession.

VAGUES DE CHALEUR EN EUROPE

Quel avenir pour le secteur touristique ?

48°C en Sardaigne, 47 en Espagne et plus de 40 en Grèce. Comme depuis plusieurs années, cet été, l'Europe souffre sous des températures record. Quels effets ces vagues de chaleur ont et auront-elles sur le tourisme ? L'industrie du tourisme, qui contribue de manière significative au produit intérieur brut européen, pourrait être soumise à des pressions considérables en raison du changement climatique. Cette hypothèse n'est plus qu'une simple crainte, car elle est soutenue par une étude de la Commission européenne, chiffres et faits à l'appui.

A l'avenir, le continent pourrait être durement touché, d'autant plus que les récentes vagues de chaleur, avec des températures avoisinant voire dépassant les 40°C dans le bassin méditerranéen, ont créé une grande incertitude quant au nombre de réservations. L'Espagne, l'Italie et la Grèce font partie des pays de l'UE dont l'économie est particulièrement axée sur le secteur du tourisme. L'étude de la Commission européenne a été réalisée par David Garcia León, analyste des politiques d'adaptation et d'impact sur le climat à la

Commission européenne. Il a constaté un schéma nord-sud clair pour l'Europe en ce qui concerne le changement de la demande touristique, les régions du nord "bénéficiant" du changement climatique et les régions du sud étant confrontées à une baisse importante de la demande touristique.

"Pas de baisse, mais un changement"

Jean-Pierre Mas, président de la fédération française des Entreprises de Voyage, s'inscrit en faux : "Il n'y aura pas de baisse dramatique. Au lieu

de cela, il y aura un changement progressif. Comment ce changement va-t-il se dérouler ? Il se fera en deux mouvements ou en deux phases. D'une part, les Français, qui ont beaucoup souffert de la chaleur cet été, vont essayer de trouver des destinations un peu moins chaudes, c'est-à-dire moins vers le sud et un peu plus vers le nord, que ce soit le nord de la France, mais aussi le nord de l'Europe, c'est-à-dire des destinations où il ne fait pas trop chaud en juillet et en août". Il poursuit, "l'île Maurice, par exemple, est aujourd'hui la

neuvième destination estivale des Français, alors que là bas c'est l'hiver en juillet et en août. Il y a donc des changements de comportement qui s'opèrent lentement. Mais cela ne signifie pas que le tourisme va s'effondrer dans des pays comme la Grèce, l'Espagne et l'Italie. La saison ne se limitera pas à juillet et août. Elle s'étendra sur le printemps et l'automne. Qu'est-ce que cela signifie ? On ira en Andalousie au printemps, dans les îles grecques au printemps ou en automne, et un peu moins en été".

ALLIANT AÉRODYNAMIQUE ET ALUMINIUM

la Panhard Dyna Z était une révolution voici 70 ans

Dès 1954, la Panhard Dyna Z montrait comment économiser du carburant, avec son aérodynamisme exceptionnelle et sa légèreté inouïe, permise par une fabrication tout en alliage d'aluminium.

Un Cx de 0.27. C'est l'aérodynamisme hallucinant que propose la Panhard Dyna Z en 1954, année où la clientèle peut enfin en prendre possession. En effet, si elle a été présentée le 17 juin 1953, elle a dû attendre plusieurs mois pour voir son industrialisation finalisée. Les acheteurs étaient impatients car la Panhard promet beaucoup. En effet, son coefficient de pénétration dans l'air révolutionnaire est garant d'une vitesse maxi très élevée pour l'époque, surtout vu la faible puissance de son moteur : 42 ch. Elle est annoncée à 130 km/h, quand une Citroën Traction 11 CV ne dépasse guère les 100 km/h, et une Peugeot 203 les 115 km/h.

commandes, là encore, c'est du jamais-vu à cette époque, il est censé protéger les passagers en cas d'impact, surtout qu'il n'y a pas de ceintures de sécurité (ça n'existait alors pour ainsi dire pas). Bien accueillie par la presse, confortable, rapide, frugale et tenant très bien la route, la Panhard Dyna Z a tout pour réussir. Enfin, presque... Son industrialisation, très complexe, a été bâclée. Les coûts de fabrication, suite à des erreurs comptables, ont été sous-évalués, et la marque perd de l'argent sur chaque voiture vendue. Pire, la qualité générale, aléatoire, oscille entre le correct et le déplorable. Pris à la gorge, Panhard choisit d'améliorer la rentabilité en remplaçant progressivement le Duralinox par de l'acier, bien moins cher. Résultat, pour 1956, la Panhard ne conserve cet alliage que pour les ouvrants, puis c'est l'ensemble de la voiture qui passe à l'acier. Conséquence, la Dyna Z s'alourdit considé-



Il faut dire que la Dyna Z, ce que n'a pu faire, et pour cause, la petite Dyna X présentée en 1946, s'inspire du concept Dynavia de 1948, au Cx de 0.26. La Z, dessinée par Louis Bionier plus tard auteur de la Panhard 24 et... de la Citroën Dyane, se révèle ultramoderne pour 1954, et accueille dignement 6 passagers dans sa carrosserie de 4,57 m de long.

Malgré cette longueur conséquente, la Panhard s'avère extraordinairement légère grâce à sa fabrication en Duralinox, un alliage d'aluminium, de cuivre et de magnésium : 710 kg ! La carrosserie (100 kg avec les ouvrants) ainsi que le châssis se taille dans ce matériau, à un support et une traverse près, situés à l'avant et réalisés en acier.

Conséquence de cette légèreté alliée à un bicylindre de 850 cm³ seulement mais à haut rendement, la consommation est très basse, annoncée à 6 l/100 km ! Inédit alors sur une voiture aussi grande. N'en déduisez pas que cette Dyna Z est ridicule en cas de choc. Au contraire, elle bénéficie d'une bonne rigidité générale et s'équipe d'un tableau de bord rembourré, loin des passagers et aux formes douces. Intégrant les

ramblement, grimant à 875 kg. La consommation augmente, les performances chutent (à peine plus de 120 km/h) mais la qualité s'améliore. Cela dit, les ventes ne suivent pas, malgré l'adoption en 1959 du moteur Tigre, boosté à 50 ch juste avant la fin de production. Dans toutes ses variantes (berline, cabriolet, utilitaires), la Dyna Z n'a été fabriquée qu'à un peu plus de 140 000 unités peu rentables. Cela débouche sur un rachat total de Panhard par Citroën en 1965, même si la PL17, évolution de la Dyna Z, lancée en 1959, ne démérite pas. On sait donc depuis longtemps qu'allègement, aérodynamisme et haut rendement moteur constituent une formule redoutable pour réduire les besoins énergétiques des voitures. Les questions de la fabrication en très grande série de modèles en aluminium et de leur prix de revient n'ont pas été résolues, comme l'a montré près de 50 ans plus tard l'Audi A2. Reste qu'avec les centaines de milliards d'euros engloutis en quelques années par l'électrification des voitures, menée à marche forcée, on aurait certainement pu trouver des solutions viables...

VW PASSAT BREAK 2.0 TDI 150 CH

Le bon couple

Si le diesel n'est plus vraiment en vogue, il reste un atout pour ceux qui roulent beaucoup ou, comme avec cette Passat break, sont amenés à charger généreusement leur coffre.



Depuis le dieselgate, doublé des menaces d'interdiction des diesels dans les grandes villes et ZFE – dont finalement seulement plus que deux, Lyon et Paris, seraient imposées par les niveaux réels de pollution – ce carburant a drastiquement chuté dans les ventes. Au point d'être tombé sous les 10% du marché aujourd'hui alors qu'il flirtait avec les 80 % il y a moins d'une décennie. Un effet balancier violent alors que les moteurs diesel conservent une vraie légitimité pour certains usages.

Le TDI 150 ch pour commencer, un TDI 122 ch ensuite

Bien sûr, leur place n'est pas en ville, où leurs systèmes de dépollution complexes ne montent pas assez en températures pour être complètement efficaces. Mais en dehors des cités, leurs atouts sont nombreux, et collent parfaitement à l'usage de ceux qui roulent beaucoup, longtemps, ou chargés. Car un diesel consomme près de 30% de moins qu'un essence (avec la grande autonomie qui va avec), émet moins de CO₂, et offre bien davantage de couple à très bas régime, chose importante pour un grand véhicule au coffre bien rempli, ou destiné à remorquer.

Dans la Passat, le bien connu 2.0 TDI 150 ch (il existera dans quelques mois une variante 122 ch) en fait la démonstration. S'il est à peine plus performant que le 1.5 Hybrid essence pour effectuer un dépassement quand on écrase

l'accélérateur (6,6 s contre 6,8 s pour passer de 80 à 120 km/h), au quotidien son couple bien supérieur – 360 Nm contre 250 Nm à son rival essence – et disponible lui aussi à très bas régime fait la différence.

Le diesel reste de mise

Sur un filet de gaz, les reprises de ce diesel sont bien plus franches, compensant la paresse de la boîte DSG7 pour rétrograder, un choix vraisemblablement fait pour des raisons d'économie. Break chargé, la différence est encore plus nette à l'avantage de ce TDI qui semble ne quasiment pas souffrir des kilos embarqués. Autre avantage, comme ce TDI ne reçoit pas la micro-

absence de micro-hybridation 48V, cette Passat TDI 150 ch, pourtant plus lourde d'une centaine de kilos (1 732 kg contre 1 624 kg pour l'essence 150 ch) profite pleinement de l'avantage sobriété habituel de ce carburant.

Plus de 1 000 km d'autonomie

En consommant seulement 6,2 l/100 km de moyenne, et pas plus de 5,8 l/100 km sur autoroute, un chiffre qu'elle doit aussi à sa ligne de break et qu'aucun SUV ne peut atteindre, elle sera la chouchoute des grands rouleurs cherchant un budget carburant bas, ainsi qu'une autonomie record, atteignant ici 1 064 km ! Reste que ces atouts ont un coût... élevé puisque cette variante ne



hybridation 48V de la variante essence, le dosage de sa pédale de frein reste ici naturel et bien plus facile, notamment en ville.

Tandis que l'absence de la fonction roue-libre permet de garder du frein moteur dans les descentes, ce qui est bien plus agréable pour ceux qui roulent en montagne, ou fréquentent des itinéraires vallonnés. Et puis malgré

s'affiche pas à moins de 50 490 €, et grimpe jusque 57 290 € en finition R Line (soit + 3 200 € par rapport au 1.5 eTSI). C'est beaucoup et on pourra légitimement hésiter avec sa cousine de chez Skoda, déjà pas donnée, mais affichée 1 500 € de moins. Toutefois, pour adoucir la note, un 2.0 TDI 122 ch sera bientôt proposé.

Les 20 menaces les plus dangereuses de l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle est un fantastique outil quand il est au service de la santé, la technologie ou l'astrophysique. Mais dans de mauvaises mains, elle peut aussi servir à des fins criminelles ou à la désinformation. Et le pire n'est pas toujours là où on croit.

Piratage de voitures autonomes ou de drones militaires, attaques phishing ciblées, infox fabriquées de toutes pièces ou manipulation de marchés financiers... «L'expansion des capacités des technologies basées sur l'IA s'accompagne d'une augmentation de leur potentiel d'exploitation criminelle», avertit Lewis Griffin, chercheur en informatique à l'University College London (UCL). Avec ses collègues, il a compilé une liste de 20 activités illégales perpétrées par IA, et les a classées par ordre de dommages potentiels, de gains ou profits engrangés, de facilité à mettre en œuvre et de difficulté à détecter et à stopper. Les crimes les plus effrayants, comme les «robots cambrioleurs» s'introduisant dans votre appartement ne sont pas forcément les plus dangereuses, car ils peuvent facilement être déjoués et touchent peu de monde à la fois. À l'inverse, les fausses informations générées par des «bots» ont la capacité à ruiner la réputation d'une personne connue ou à exercer un chantage. Difficiles à combattre, ces «deepfakes» peuvent causer un tort économique et social considérable.

Les menaces graves

- Fausses vidéos : usurper l'identité d'une personne en lui faisant dire ou faire des choses qu'elle n'a jamais dites ou faites, dans le but de demander un accès à des données sécurisées, de manipuler l'opinion ou de nuire à la réputation de quelqu'un... Ces vidéos truquées sont quasi indétectables.
- Piratage de voitures autonomes : s'emparer des commandes d'un véhicule autonome pour s'en servir comme arme (par exemple perpétrer une attaque terroriste, provoquer un accident, etc).
- Hameçonnage sur mesure : générer des messages personnalisés et automatisés afin d'augmenter l'efficacité du phishing visant à collecter des informations sécurisées ou installer des logiciels malveillants.
- Piratage des systèmes contrôlés par l'IA : perturber les infrastructures en causant par exemple une panne d'électricité généralisée, un engorgement du trafic ou la rupture de la logistique alimentaire.
- Chantage à grande échelle : recueillir des données personnelles afin d'envoyer des messages de menace automatisés. L'IA pourrait également être utilisée pour générer de fausses preuves (par exemple de la «sextro-sion»).



- Fausses informations rédigées par IA : écrire des articles de propagande semblant être émis par une source fiable. L'IA pourrait également être utilisée pour générer de nombreuses versions d'un contenu particulier afin d'accroître sa visibilité et sa crédibilité.

Les menaces de moyenne gravité

- Robots militaires : prendre le contrôle de robots ou armes à des fins criminelles. Une menace potentiellement très dangereuse mais difficile à mettre en œuvre, le matériel militaire étant généralement très protégé.
- Escroquerie : vendre des services frauduleux en utilisant l'IA. Il existe de nombreux exemples historiques notoires d'escrocs qui ont réussi à vendre de coûteuses fausses technologies à de grandes organisations, y compris des gouvernements nationaux et l'armée.
- Corruption de données : modifier ou introduire délibérément de fausses données pour induire des biais spécifiques. Par exemple, rendre un détecteur insensible aux armes ou encourager un algorithme à investir dans tel ou tel marché.
- Cyberattaque basée sur l'apprentissage : perpétrer des attaques à la fois spécifiques et massives, par exemple en utilisant l'IA pour sonder les faiblesses des systèmes avant de lancer plusieurs attaques simultanées.
- Drones d'attaque autonomes : détourner des drones autonomes ou s'en servir pour s'attaquer à une cible. Ces drones pourraient être particulièrement menaçants s'ils agissent en masse dans des essaims auto-organisés.
- Refus d'accès : endommager ou priver des utilisateurs d'un accès à un service financier, à l'emploi, à un service public ou une activité sociale. Non rentable en soi, cette technique peut être utilisée comme chantage.

- Reconnaissance faciale : détourner les systèmes de reconnaissance faciale, par exemple en fabriquant de fausses photos d'identité (accès à un smartphone, caméras de surveillance, contrôle de passagers...)
- Manipulation de marchés financiers : corrompre des algorithmes de trading afin de nuire à des concurrents, de faire baisser ou monter une valeur artificiellement, de provoquer un crash financier...

Les menaces de faible intensité

- Exploitation de préjugés : tirer profit des biais existants des algorithmes, par exemple les recommandations de YouTube pour canaliser les spectateurs ou les classements de Google pour améliorer le profil des produits ou dénigrer les concurrents.
- Robots cambrioleurs : utiliser des petits robots autonomes se glissant dans les boîtes aux lettres ou les fenêtres pour récupérer des clés ou ouvrir des portes. Les dommages sont faibles potentiellement, car très localisés à petite échelle.
- Blocage de détection par IA : déjouer le tri et la collecte de données par IA afin d'effacer des preuves ou de dissimuler des informations criminelles (pornographie par exemple)
- Fausses critiques rédigées par IA : générer des faux avis sur des sites tels que Amazon ou Tripadvisor pour nuire ou favoriser un produit.
- Traque assistée par IA : utiliser les systèmes d'apprentissage pour pister l'emplacement et l'activité d'un individu.
- Contrefaçon : fabriquer de faux contenus, comme des tableaux ou de la musique, pouvant être vendus sous une fausse paternité. Le potentiel de nuisance demeure assez faible dans la mesure où les tableaux ou musiques connues sont peu nombreux.

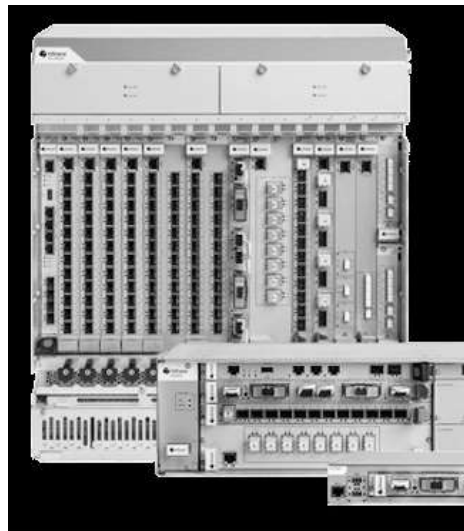
RÉSEAU OPTIQUE

Nokia s'empare d'Infinera pour 2,3 Md\$

Nokia a annoncé son intention d'acquérir Infinera, spécialiste des réseaux optiques. L'opération est évaluée à 2,3 Md\$.

Après avoir cédé à l'Etat français la majorité de ses parts dans Alcatel Submarine Networks, Nokia a annoncé sa volonté de racheter Infinera. Fondée en 2000, la société américaine est spécialisée dans les réseaux optiques. Sur le plan financier, Nokia a accepté de payer 6,65 dollars par action pour acquérir Infinera, ce qui représente une prime de 28 % par rapport au cours de l'action de la société à la clôture du marché mercredi. Nokia a indiqué qu'au moins 70 % de l'offre serait payée en espèces, les actionnaires d'Infinera ayant la possibilité de recevoir jusqu'à 30 % sous la forme d'actions de la division américaine de l'équipementier finlandais.

Au total l'opération est évaluée à 2,3 Md\$, y compris le rachat des 760 M\$ d'obligations convertibles détenues par Infinera. Nokia a déclaré que l'opération aurait un effet relatif sur son bénéfice par action comparable au cours de la première année suivant la conclusion de l'acquisition, et qu'elle entraînerait une augmentation du bénéfice par action de plus de 10 % d'ici à 2027.



Se renforcer sur le marché optique en pleine croissance

Cette acquisition s'inscrit dans une stratégie de montée en puissance sur les réseaux optiques. Pekka Lundmark, président et CEO de Nokia, a déclaré que l'entreprise avait pris la décision stratégique d'augmenter ses investissements organiques dans son activité de réseaux optiques en 2021, afin de renforcer sa compétitivité sur un marché en pleine croissance. « Nous pensons que le moment est venu de prendre une mesure pour accroître encore l'envergure de Nokia dans les réseaux optiques. Les entreprises combinées présentent une forte adéquation stratégique, compte tenu de la grande complémentarité de leurs profils en termes de clientèle, de géographie et de technologie », souligne le dirigeant.

Parmi les avantages de l'opération, Nokia cite l'accélération de sa feuille de route produits dans le domaine de l'optique. Il bénéficiera d'expertises supplémentaires sur le développement de module DSP (puce en charge du traitement du signal). Par ailleurs, l'équipementier va accélérer sur la recherche concernant les puces photoniques ou les semi-conducteurs à base de phosphore d'indium.

Mots fléchés

Camelot					Soutien				Déesse de la musique			
Associations d'artisans		Arbrisseau du Brésil		Bravais	A la porte de la Camargue			Tartuferie	Drame japonais		Surveillance	
											Amas	
Domaine		Astre brillant		Marchera				Butte naturelle				
				Moqueur				Coiffure papale				
									Il en existe à l'opéra			
Mammifère marin							Opinions		Légumineuse			
Petit technicien							Précieux				Malheur	
			Celui de Douaumont est poignant								Sésame	
Possessif					Séparation	Beaucoup				Calcium		
Grand froid						Chagrins				Petit if		
			Infidèle						Echassier	Arrose Strasbourg		
Union Européenne			Qui							Prénom féminin		
Métal précieux			Madras					Arbre à caoutchouc				
		Mégère										
		Vainqueur de Trafalgar						Femme sans nombril			Mois estival	
Grand oiseau	Patriarche biblique				Baie jaune	Avançai						
	Troupes de chiens					Fille de la belle sœur						
				Prénom anglais				Sucre simple		De bonne heure		
				Mer d'Europe								
Troisième personne du pluriel						Atome				Obtenu		
						Palmier grimpant				Couleur de l'amour, de la passion		
Utilisatrices									Divertissements		Habitant notre planète	Cité engloutie
Rideau					Félin							
					Sélections						Révérons	
Doit de l'argent								Rivières sahariennes				
Numéro un												
		Monnaie bulgare		Vient de rire			Désenchanté					Crochet de boucher
				Mit bas								
Bas peuples	Étendue d'eau		Boisson				Pieu aiguisé	Griffe				
			Lieu dansant					Regardé				
						Ride			Île grecque			
						Marche			Id est			
Contraire de amont					Fripouilles							
Langue du midi												
		Préfecture de la Mayenne					Raisonné					

L’activité manufacturière en légère baisse en juin

L'activité manufacturière aux Etats-Unis a continué de baisser en juin, sous l'effet des taux d'intérêt élevés qui pèsent sur les investissements des entreprises, selon les données publiées lundi par la fédération professionnelle ISM. L'indice mesurant cette activité a enregistré une légère baisse de 0,2 point par rapport à mai, tombant à 48,5%. Un indice inférieur à 50% signale une contraction de l'activité. "La demande reste modérée, les entreprises démontrant leur réticence à investir dans le capital et les stocks en raison de la politique monétaire actuelle", entre autres, a estimé Timothy Fiore, responsable de l'enquête, cité dans le communiqué.



MAURITANIE

Ghazouani réélu président au 1er tour avec 56,12% des voix

Le président mauritanien sortant Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a été réélu dès le premier tour pour un second mandat avec 56,12% des voix, a annoncé lundi la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). M. Ghazouani devance largement son principal rival, le militant Biram Dah Abeid, qui a obtenu 22,10 % des voix, lors du vote samedi, selon les résultats annoncés devant la presse par le président de la Ceni, Dah Ould Abdel Jelil. Le candidat de "Tawassoul", premier parti d'opposition à l'Assemblée nationale, Hamadi Ould Sidi El Mokhtar, se classe troisième avec 12,78% des suffrages, selon ces résultats. "Nous avons tout fait pour préparer les conditions d'une bonne élection et nous y avons relativement réussi", a déclaré le président de la commission électorale.

CANADA

Fin de grève chez Westjet

La compagnie aérienne canadienne WestJet a annoncé dimanche soir avoir conclu un accord de principe avec ses mécaniciens, mettant fin à une grève qui a affecté des dizaines de milliers de voyageurs durant le long week-end de la fête nationale. "De nouvelles perturbations sont toutefois à prévoir dans la semaine à venir afin de remettre les appareils en état", a précisé le deuxième transporteur aérien canadien dans un communiqué. Selon Fligh-tAware, outil de suivi des compagnies aériennes, 223 vols de WestJet prévus lundi, soit près la moitié, ont encore été annulés. "Les dommages causés aux Canadiens et à notre compagnie aérienne sont considérables et une résolution rapide était nécessaire", a déclaré Diederik Pen, le président de WestJet, dimanche soir. De son côté, le syndicat des mécaniciens a invité ses membres à retourner au travail immédiatement en attendant de voter une entente qui prévoit des augmentations de salaires immédiates et une amélioration des avantages sociaux des employés. Les quelque 680 mécaniciens, dont les inspections et réparations quotidiennes sont essentielles aux opérations de la compagnie aérienne, ont déclenché une grève vendredi soir, malgré l'intervention du gouvernement fédéral qui avait ordonné un arbitrage contraignant pour régler le différend contractuel. En tout, plus de 830 vols ont été annulés depuis que WestJet a prévu le mouvement de grève jeudi, affectant près de 100.000 voyageurs dans le pays et à l'international pendant l'un des week-ends les plus chargés de la saison. Sur sa flotte comptant près de 200 appareils, le transporteur a été contraint d'en stationner 130 sur 13 aéroports canadiens.

ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL

Tebboune préside la cérémonie de sortie de promotions

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi à l'Académie militaire Défunt Président Houari-Boumediene de Cherchell (Tipasa), la cérémonie de sortie de promotions au titre de l'année 2023-2024. La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat et d'officiers supérieurs de l'Armée nationale populaire (ANP). Après avoir écouté, dans le salon d'honneur, un exposé sur le parcours de formation à l'Académie et les promotions sortantes baptisées du nom du défunt moudjahid le Colonel Youcef Khatib, le président de la République a présidé la cérémonie tradition-

nelle annuelle de sortie de promotions d'officiers. Il s'agit de la 55e promotion d'élèves officiers d'active de la formation fondamentale, de la 17e promotion de la formation militaire commune de base et de la 8e promotion d'officiers de Master, dont la première promotion de femmes officiers au profit du Commandement des Forces terrestres. A cette occasion, le Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a prononcé une allocution dans laquelle il adressé ses remerciement et sa gratitude au président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, pour avoir présidé personnellement la cérémonie de sortie de promotions d'officiers, saluant par là

même "l'attention particulière et l'intérêt constant dont bénéficie l'Académie à l'instar des différentes écoles de formation de l'Armée nationale populaire". Le président de la République était arrivé plus tôt à l'Académie où il a été accueilli par le Général d'Armée Saïd Chanegriha. Le président de la République a, par la suite, passé en revue un détachement de l'ANP, qui lui a rendu les honneurs, avant d'écouter l'hymne national. Il s'est également recueilli à la mémoire du défunt Président Houari Boumediene, dont l'Académie militaire porte le nom, en déposant une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et en récitant la Fatiha du Saint Coran sur son âme.

GENDARMERIE NATIONALE

Mise en place d’un plan spécial saison estivale

Le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place un plan spécial reposant sur la présence sur le terrain de ses unités à travers les axes routiers, notamment ceux menant aux wilayas côtières, en prévision de la saison estivale, indique dimanche un communiqué de ce corps sécuritaire. "Ce plan, qui vise à assurer la sécurité et la sérénité des citoyens, repose sur la pré-

sence des unités de sécurité routière à travers les axes routiers relevant du territoire de compétence de la gendarmerie nationale, lesquelles seront fortement présentes au niveau des axes routiers, notamment ceux menant aux régions côtières qui connaîtront une forte affluence de citoyens", lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, "les unités de sécurité routière procéderont à

la sensibilisation des conducteurs afin de prévenir les accidents de la circulation et dissuader les contrevenants au code de la route", en vue d'un été "sûr sans accidents". Aussi, des "équipes de protection des mineurs seront déployées au niveau des plages et des lieux de divertissement pour fournir des conseils et des orientations aux parents et à leurs enfants,".

Des équipes de sécurité et d'investigation effectueront des patrouilles au niveau des plages autorisées à la baignade et celles interdites pour dissuader les contrevenants. Des formations aériennes de la Gendarmerie nationale seront également mobilisées "pour renforcer les unités sur le terrain, notamment pour fluidifier le trafic routier", selon la même source.

OUM EL BOUAGHI

Saisie de plus de 17.000 capsules de psychotropes à Ain M’lila

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Ain M'lila, wilaya d'Oum El Bouaghi, ont saisi 17.921 capsules de psychotropes et ont arrêté deux suspects, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Suite à des informations relatives à la présence d'une quantité de psychotropes cachée dans un lieu isolé, à la sortie de la ville d'Ain M'lila, les éléments

de cette sûreté se sont rendus sur place, en coordination avec le parquet, où ils ont trouvé 17.850 capsules de psychotropes à l'intérieur d'un gros carton, selon le communiqué. Les investigations et recherches lancées immédiatement ont permis l'identification de deux suspects et leur arrestation, selon la même source qui a indiqué que la perquisition des domiciles des mis en cause a

permis la saisie de 71 capsules de psychotropes, une quantité de drogue et une somme d'argent issue de ce trafic. Un dossier pénal pour "possession et stockage en vue de la vente de médicaments à effet psychotropes d'une manière illégale" a été constitué à l'encontre des mis en cause âgés de 27 et 42 ans présentés devant le parquet près le tribunal d'Ain M'lila, a-t-on conclu.

UE

Seuls 4 Etats ont finalisé leurs plans pour atteindre l’objectif climat en 2030

Seuls quatre des 27 Etats de l'Union Européenne (UE) ont rendu à temps leurs feuilles de route actualisées pour atteindre les objectifs climatiques et énergétiques européens en 2030, a indiqué lundi la Commission européenne. "Nous exhortons les autres Etats à soumettre leurs plans définitifs dans les plus brefs délais (...). Si cela est nécessaire et approprié, nous disposons d'instruments juridiques" avec de possibles procédures d'infraction, a déclaré un porte-parole de

l'exécutif européen. L'Autriche est déjà visée par une telle procédure disciplinaire, étant le seul pays de l'UE à n'avoir même pas remis un projet préliminaire de sa feuille de route, exigé l'an dernier par la Commission. Les Vingt-Sept devaient remettre à l'été 2023 à l'exécutif européen des projets détaillant leurs actions en vue d'atteindre l'objectif d'une baisse de 55% des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'ici 2030 par rapport à 1990, avant de les finaliser d'ici fin juin

2024 en tenant compte des recommandations de Bruxelles. La Commission avait estimé mi-décembre que l'ensemble des 21 plans qu'elle avait alors reçus et évalués ne permettaient d'atteindre que 51% de réduction d'émissions au niveau européen, avec de graves insuffisances relevées dans la plupart des objectifs nationaux. A la date-butoir du 30 juin, Bruxelles n'a cependant reçu que 4 feuilles de route actualisées (Pays-Bas, Danemark, Finlande et Suède).